

SIMON WOOD

LES

99 • 9
9
9
8
2
7
1

%

“Pourquoi le moment est propice pour une démocratie directe”

Traduit de l'anglais par Nicole Bouchard

Contents

PROLOGUE	5
Chapitre 1 : L'état des nations	6
Chapitre 2 : δημοκρατία	17
Chapitre 3 : La montée des médias alternatifs	25
Chapitre 4 : Exemple	29
La façade	32
Politique étrangère	38
Chapitre 5 – La démocratie directe	50
Chapitre 6 : Les problèmes avec la démocratie directe	58
Chapitre 7 : Le mot de la fin	70
ANNEXE: Déclaration universelle des droits de l'homme	74

PROLOGUE

Plutôt que de présenter une table des matières, j'ai souhaité faire un sommaire de la structure du livre.

Premièrement, vous y trouverez une synthèse des problèmes auxquels le monde est actuellement confronté. Il traite ensuite de la nature et de l'histoire de la démocratie ainsi que de ses implications. Les avancées récentes des mouvements citoyens dans l'internet y sont présentées, ainsi qu'un portrait de l'état de corruption des démocraties en prenant comme exemple la plus importante d'entre elles : les États-Unis.

La suite de cet ouvrage s'attache à expliquer le système de la démocratie directe, ses avantages et ses inconvénients, et apporte des suggestions de solutions pour les surmonter.

Il propose également une méthode simple d'implantation de la démocratie directe dans notre société actuelle. En guise de conclusion, ce livre nous donne à lire (ou relire) le texte officiel de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme voté à Paris en 1948 et adopté par l'ONU.

En accord avec l'auteur et fidèle aux grands principes de la démocratie directe, nous avons décidé de publier la version traduite en français de ce livre dans l'internet et de la publiciser nous-mêmes de manière à court-circuiter les éditeurs et les médias de l'establishment. Dans le même ordre d'idée, nous avons également choisi de laisser le libre choix aux lecteurs intéressés de se procurer le livre gratuitement ou bien de faire un don. Le tout restant à votre entière discrétion.

Chapitre 1 : L'état des nations

Chaque homme est coupable de tout le bien qu'il n'aura pas fait – Voltaire

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (UDHR) a été adoptée à Paris en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce document, par ailleurs le plus traduit au monde, constitue actuellement le texte fondateur des lois et des constitutions nationales de plusieurs pays. Cependant, soixante ans plus tard, nous vivons toujours dans des sociétés qui contreviennent régulièrement, à des degrés divers, à chacun des trente articles de cette Déclaration.

Les droits humains les plus fondamentaux sont ainsi violés quotidiennement. À titre d'exemple, la pratique de l'esclavage a existé pendant plusieurs millénaires et même si c'est aujourd'hui illégal – le dernier pays à l'avoir aboli fut la Mauritanie en 1981 – on estime qu'il y aurait encore de nos jours entre 12 millions et 27 millions de personnes (l'équivalent de la population de la Malaisie) en état d'esclavage. La plupart sont des ouvriers asiatiques – vivant notamment au Pakistan, en Indes, au Bangladesh et au Népal – des personnes dont l'existence même est mise en garantie contre une dette qui, dans la plupart des cas, ne diminuera jamais ou ne sera jamais remboursée. De nos jours, beaucoup de ces esclaves sont des enfants. Ils demeurent particulièrement vulnérables aux abus sexuels, alors que ceux âgés de moins de dix ans sont souvent entraînés à commettre des crimes de manière à tirer avantage du fait qu'ils tombent sous les lois des contrevenants d'âge mineur.

Le trafic d'êtres humains est également d'actualité. Même si les statistiques font débat sur cette question, les Nations Unies estiment qu'en 2008, 2,5 millions de personnes originaires de 127 pays sont soumises en permanence à un trafic de ce type au sein de 137 pays. Elles sont utilisées dans l'industrie du sexe ou condamnées aux travaux forcés. Cette activité est particulièrement lucrative et constitue une priorité internationale pour les groupes criminels organisés – on estime que 32 milliards \$ provenant du trafic d'humains sont ainsi engrangés annuellement, tout juste derrière le trafic d'armes ou de drogue. Cette industrie en pleine croissance pourrait très bientôt dépasser celle de la drogue et devenir sous peu, l'industrie criminelle la plus profitable.

Les mots et les chiffres peinent à rendre compte de l'ampleur de cette tragédie. Nous sommes tellement bombardés de statistiques que nous en devenons insensibles devant elles. La plupart des gens seraient horrifiés s'ils se retrouvaient en face d'un petit garçon, d'une petite fille, ou même d'un adulte, dans cette situation. Chacun souhaiterait de tout son cœur faire quelque chose pour les aider, mais quand une telle horreur est présentée sous forme de données brutes, elle devient alors tout simplement un autre problème devant lequel on pense n'avoir aucun pouvoir.

Ce sentiment d'horreur est envoyé aux oubliettes et nous retournons rapidement à nos distractions de la vie quotidienne. Cela ne signifie nullement que les gens demeurent indifférents. Au contraire, nombreux sont ceux qui se dévouent dans les œuvres de bienfaisance et se portent volontaires, mais le sentiment d'impuissance demeure. Ces problèmes semblent aller bien au-delà de la capacité de chacun d'entre nous à changer les choses. Les gens pensent alors qu'il est préférable que ces problèmes soient pris en charge par des organismes tels que l'ONU qui détiennent les infrastructures, les ressources humaines, la volonté et la légitimité internationale pour travailler plus efficacement.

Doit-on pour autant se résigner ? N'existe-t-il pas un système qui permettrait aux gens de s'impliquer directement? Comment faire pour que la bonne volonté latente en chacun de nous puisse être canalisée de manière efficace et significative?

Afin de répondre à ces questions, il nous semble nécessaire d'examiner la nature fondamentale de la société et de se demander ce qu'est le « bien ».

Compte tenu la grande diversité des peuples, des cultures, des religions et des attitudes dans le monde, il est impossible d'obtenir une définition idéale et unique. Même si l'UDHR constitue le canevas moral pour de nombreuses sociétés, certains ne la considèrent pas comme parfaite. Les critiques sont même nombreuses. Ainsi certaines sociétés musulmanes appliquant la loi de la Charia n'acceptent pas la liberté de religion. D'autres s'objectent tout simplement à l'éducation obligatoire.

Ses intentions demeurent cependant nobles. Elles sont toutes une tentative sincère de créer un monde où chacun peut se sentir libre de faire ce qui lui plaît tant et aussi longtemps qu'il ne compromet pas la liberté d'autrui, et que tous puissent avoir les mêmes droits sans égard à leur statut social.

Cette liste d'idéaux constitue à cet égard les bases ultimes de la loi. Ceux qui les écartent, sous prétexte qu'ils sont d'irréalistes illusions, échouent à comprendre l'idée de base : personne n'espère que ces idéaux soient réalisés à la perfection. Ils sont tout simplement des cibles, de buts nobles vers lesquels il nous faut tendre, sans jamais abandonner l'idée de les atteindre. Ils constituent des formes de rappels de ce qu'il serait possible d'atteindre un jour si nos sociétés évoluaient suffisamment.

Si nous acceptons ces idéaux en tant que principes, nous devrions logiquement considérer cela comme une violation vulgaire de notre intégrité si nous y contrevenons.

Imaginez, pour la petite histoire, que vous êtes un scientifique provenant d'une culture étrangère et d'une planète lointaine qui ne connaît pas encore l'humanité. Votre travail consiste à apprendre les langages des Terriens, à analyser leurs communications et à observer en détail leurs comportements. À votre retour, vous devez soumettre un rapport à votre gouvernement. Celui-ci décidera alors s'il collaborera ou non avec ces étrangers en se basant sur vos évaluations. Vos observations vous ont amené à considérer que ces étrangers possèdent certes un code de lois clair, mais qu'occasionnellement, parfois, souvent, même de manière routinière, ils le violent dans des cas spéciaux. Il est alors vraisemblable que vous écriviez dans votre rapport quelque chose comme ceci : *Les étrangers violent constamment leurs propres lois avec des justifications variées. Je recommande que nous NE fassions PAS confiance à ces étrangers, et ceci dans aucune négociation.* Nous ne pouvons qu'être une espèce indigne de confiance, qui nuit à ses institutions, ignorant ses propres principes quand ils ne font pas son affaire.

Le principe de la stricte adhérence au processus et à la règle de droit, incluant son application rétroactive, reste primordial. C'est la seule façon d'assurer l'équité et la constance. Plus encore, comme ces principes fondamentaux agissent à titre de guide quand les peuples ou les sociétés sont confrontés à de graves ou d'importantes questions, il est encore plus vital d'y adhérer.

La première priorité de tout gouvernement est d'éliminer, ou à tout le moins, de réduire toute forme de souffrance de ses citoyens. Il le fera au mieux de ses capacités, tout en fournissant à son peuple le cadre et les outils requis pour atteindre la liberté personnelle : l'éducation, la santé, la loi et l'ordre, etc., en adhérant strictement et à tout moment aux principes fondamentaux.

Cela semble être évident. Pourtant, même dans les pays les plus développés, ces droits humains de base sont bafoués : l'accès à l'éducation supérieure ou à la santé devient de plus en plus difficile pour les plus pauvres. Les nantis sont de plus en plus nantis, et les démunis sont de plus en plus démunis. Si ces derniers veulent une éducation universitaire ou envisagent une procédure médicale coûteuse, ils ne peuvent y accéder que s'ils contractent un prêt, souvent au risque de couler sous les dettes toute leur vie, et plus souvent qu'autrement, ils n'ont même pas les moyens d'obtenir ce prêt.

Au Royaume-Uni, la limite maximale des frais de scolarité universitaire pour un étudiant de premier, deuxième et troisième cycle a été augmentée de 3 290 £ à 9 000 £ (soit de 5 200\$ CDN à 14 236\$ CDN) par année. Alors que le gouvernement avait insisté pour que seules quelques institutions chargent le tarif maximum, soixante-quatre universités ont annoncé qu'elles appliqueront ce tarif dès 2012. Les étudiants de familles pauvres qui fréquentent

ces universités se retrouveront avec une dette avoisinant les 27 000 £ (autour de 42 700\$ CDN) uniquement en frais de scolarité, et ce après seulement trois ans d'études.

Encore plus alarmant, la dette de l'étudiant au Royaume-Uni doublera pour ceux qui entreront à l'université en 2012. Même si tous ont encore potentiellement accès à l'éducation supérieure, cela devient de plus en plus inaccessible pour les plus pauvres. Les classes sociales modestes seront réticentes à payer pendant des années des dettes équivalentes à une petite hypothèque. Les grandes manifestations contre l'augmentation des frais de scolarité au Royaume-Uni n'ont rien donné.

Augmenter les coûts en santé et en éducation peut endommager gravement la qualité de vie de millions de gens, mais, tout comme pour l'esclavage, à moins qu'ils n'en viennent à rencontrer ce problème eux-mêmes et qu'ils en soient directement affectés, il y a toutes les chances qu'ils se retrouvent impuissants à influencer ou à changer le cours des choses.

Il existe plusieurs autres problèmes auxquels nos sociétés sont aujourd'hui confrontées : la pauvreté, la faim et l'inanition, l'analphabétisme, le trafic humain, le trafic d'animaux, la dette d'esclavage, le travail forcé, les soins de santé inadéquats, les maladies, les épidémies, le SIDA, l'abus de drogue, la dépendance, le trafic de drogue, la discrimination, le génocide, le nettoyage ethnique, la mutilation génitale, la violence envers les femmes, le crime d'honneur, la torture, les prisonniers politiques, la corruption, la persécution, les munitions à uranium appauvri, les mines antipersonnel, les bombes à fragmentation, les changements climatiques, la pollution, la désertification, la sécheresse, la famine et la guerre.

La guerre dans ce contexte apparaît en elle-même comme un accident des médias modernes. Les reportages de guerre décrivent souvent le type et le nombre de combattants, leurs philosophies (à un niveau superficiel), et les motifs du combat. Ils décrivent certaines batailles, en particulier celles qui revêtent une importance stratégique et, évidemment, détaillent le nombre de mort, mais rarement de façon précise dans les deux camps ou sur tous les fronts.

Tout ceci ne constitue cependant pas le vrai visage de la guerre. La guerre, c'est la mort de jeunes gens, les mutilations et les blessures qui les dévasteront (ainsi que leurs proches) pour le reste de leur vie. Ce sont des traumatismes mentaux sévères qui laissent les soldats, à leur retour, dans l'incapacité de retourner dans la société ou de maintenir des relations normales. Il s'agit du massacre et du viol de civils : hommes, femmes et enfants. C'est la destruction des infrastructures, de la propriété et de la terre, ainsi que l'empoisonnement de l'air à cause de la nature radioactive de certaines munitions. Cette poussière radioactive sera inhalée par les habitants bien longtemps après que la guerre soit

finie et que des enfants soient nés avec des tares génétiques. C'est déjà arrivé, ça se passe maintenant, et ça arrivera encore et encore.

La grande majorité de la population n'a aucune expérience de la guerre et s'avère donc incapable de la comprendre. L'absence ou la rareté des images de victimes de guerre dans les médias ne facilitent pas la compréhension. En effet, seules des versions aseptisées des événements sont fournies. Il n'est donc pas surprenant dans un tel contexte de constater que plusieurs « faucons » des gouvernements du monde entier soient composés d'hommes et de femmes n'ayant jamais connu la guerre, alors que dans le même temps, de nombreux vétérans de guerre figurent parmi les pacifistes avoués.

Toutes les horreurs mentionnées ci-haut peuvent être traitées jusqu'à un certain degré – il existe des centaines de stratégies imaginatives qui ont été conçues par des gens connaissant et possédant une expérience personnelle en la matière. Des milliers d'œuvres de bienfaisance et d'organisations collaborent avec les Nations Unies et les gouvernements nationaux afin d'aider ceux qui en sont affectés. Cependant, plusieurs d'entre elles sont, pour diverses raisons, contraintes ou défailtantes. Dans de nombreux cas, on peut affirmer qu'elles mènent un combat perdu d'avance pour obtenir le financement et la coopération des gouvernements.

Les Nations-Unies constituent en elles-mêmes un problème. Éclaboussées par des scandales comme celui des allégations de détournements de fonds du programme *Pétrole contre nourriture* vers des officiels de l'ONU et du gouvernement irakien, ainsi qu'une série de scandales d'abus sexuels impliquant les gardiens de la paix; la réputation et la crédibilité de l'organisation sont à jamais ternies.

Ajoutons à cela le fait que les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (UNSC) peuvent exercer leur droit de veto à l'égard de n'importe quelle résolution. Cette donnée a gravement limité la capacité de l'ONU à poursuivre ses principaux mandats, notamment celui de « maintenir la paix et la sécurité internationale et si nécessaire, de protéger la paix par des actions préventives ou de manière exécutive. »

Ce droit de veto, détenu par cinq puissances dont les intérêts sont en conflit direct ou qui sont motivées par un intérêt national, a particulièrement limité l'efficacité de l'ONU dans des secteurs névralgiques. Il est également à noter qu'un des cinq membres du Conseil de Sécurité, dont le droit de veto, faut-il le rappeler, peut affecter les nations démocratiques, est un pays qui ne pratique aucune forme de démocratie sur son territoire.

Pour toutes ces raisons, et en dépit de tout le bien que la plupart des opérations de l'ONU ont apporté, ainsi que le dévouement et la bravoure de la majorité de son personnel, l'ONU

a perdu sa raison d'être devant les réalités géopolitiques du 21^e siècle en regard des nations dominantes et, de plus en plus, des corporations.

Imaginez un instant – horreur entre toutes – une Organisation des Nations Unies dans laquelle chaque nation membre détiendrait un statut égal et qu'aucun droit de veto ne soit possible. Une ONU qui pourrait démocratiquement émettre un veto contre les intérêts nationaux ou particuliers d'une nation ou d'une corporation. Aux fins de discussion, appelons cela les Nouvelles Nations Unies (NNU).

Comme il apparaît très peu probable de voir les cinq nations détentrices du droit de veto autoriser l'émergence du modèle des NNU, considérons alors que le seul moyen de réaliser ce changement consisterait en une décision concertée de la part toutes les nations n'ayant pas le droit de veto, de se retirer.

Afin d'établir le mandat des Nouvelles Nations Unies, il serait nécessaire de définir clairement le rôle et les responsabilités de chacun de ses membres avec des lois et des restrictions claires pour tous. Ces lois devraient obligatoirement correspondre aux idéaux établis par l'UDHR. Les nations méprisant ces lois, comme celles détenant de mauvaises notes concernant l'application et le respect des droits humains, ou encore les dictatures, pourraient se voir offrir de puissants incitatifs (économiques ou autres) pour joindre le reste du monde à s'engager dans la voie de la liberté et de la démocratie.

Ce ne serait pas et ne pourrait pas être un gouvernement global. Un tel gouvernement ne pourrait pas fonctionner efficacement en raison de la diversité des sociétés et des cultures. Cependant, la nature de la civilisation à l'ère de l'information connaît des changements rapides et fondamentaux : des milliards de personnes sont aujourd'hui de plus en plus interconnectées à tout moment et en tout lieu.

L'influence grandissante des corporations transnationales, qui n'ont que faire des frontières, ainsi que des groupes de pression, doit également être prise en considération.

Ce changement fondamental dans le fonctionnement des sociétés soulève plusieurs problèmes. Afin de faire face à ce bouleversement, un changement de paradigme est requis : les anciennes méthodes ne sont plus efficaces ou appropriées pour en prendre la mesure.

Les objectifs des Nouvelles Nations Unies pourraient inclure la création d'un comité international des NNU qui réglerait les corporations transnationales, appliquerait les règlements et légiférerait sévèrement envers les comportements contraires à la morale. Ceci donnerait essentiellement aux grandes corporations un statut légal similaire à celui des

nations. Les plus importantes corporations du monde sont aujourd'hui plus riches que la plupart des pays : présentement, 53 des 100 plus grandes économies du monde sont des corporations. À ce niveau de pouvoir financier s'ajoute également un pouvoir d'influence considérable qui pourrait être (et est déjà) utilisé de façon néfaste. Un tel comité représenterait un puissant outil de contrôle afin d'assurer l'application stricte des lois internationales et une surveillance accrue des comportements destructeurs, antidémocratiques et illégaux.

Dans les domaines sensibles de l'intervention humanitaire et du maintien de la paix, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a agi unilatéralement au cours des dernières années. Les États-Unis (avec la *Coalition of the Willing*) elles-mêmes ont ainsi envahi un pays souverain (l'Irak) sans le consentement du Conseil de sécurité de l'ONU. La justification typique avancée fut celle d'éliminer un « dictateur brutal ». Dans le nouveau modèle que nous proposons, ce type d'intervention relèverait des NNU afin de dissiper les soupçons d'intérêts nationaux économiques ou stratégiques cachés concernant d'éventuelles interventions. Les nations pressées de se débarrasser d'un dictateur pourraient, en accord avec les autres membres, financer directement les NNU pour effectuer ce genre d'intervention et fournir un soutien logistique avec l'aide de citoyens qualifiés. Ce type d'intervention n'aurait lieu toutefois que dans le cadre d'une stricte application du code de loi international.

Tous les membres devraient également et obligatoirement être d'accord pour travailler ensemble et ceci, sans aucune exception, pour l'application de la justice internationale. Le trafic illégal d'êtres humains, d'armes et de drogue constituent de nos jours des trafics internationaux à grande échelle. Afin de traiter ces problèmes croissants, un code de loi international plus clair, aussi efficace que possible et requérant la collaboration de tous ses membres, pourrait être mis en place.

Le droit au travail, enchâssé dans l'Article 23 de l'UDHR, pourrait être appliqué pleinement. Le chômage est un fléau qui conduit à tous les maux sociaux. Ceux qui cherchent du travail ou ceux qui sont sans qualification précise, pourraient se voir offrir un emploi au salaire minimum établi par l'état (un salaire minimum suffisant qui permet de vivre une existence dans la dignité humaine), tandis qu'une formation serait offerte afin de permettre à ces travailleurs de trouver un emploi par eux-mêmes ou de démarrer leurs propres entreprises.

Quiconque observe n'importe quelle société peut constater qu'il y a d'innombrables travaux ayant besoin d'être effectués, qu'ils s'agissent de l'entretien des parcs, du nettoyage des quartiers ou encore du remplacement des cols bleus dans les institutions publiques telles que les écoles et les hôpitaux. De manière plus évidente encore, les dangers déjà très visibles que représentent les changements climatiques, pourraient permettre à des milliers

de personnes, dans le cadre d'initiatives gouvernementales, de transformer des infrastructures existantes en infrastructures vertes, faisant ainsi d'une pierre deux coups en offrant une formation et de nouvelles compétences à toute une génération.

Rappelons à cet égard qu'en novembre 2011, l'Agence Internationale de l'Énergie (AEI) a déclaré que toutes les nouvelles infrastructures fonctionnant à l'énergie fossile créeront, d'ici cinq ans, des changements climatiques irréversibles.

Opérer un changement immédiat vers la création d'infrastructures vertes serait non seulement une chose intelligente à faire, mais aussi essentielle, en plus de fournir un emploi à des jeunes gens désespérés de travailler et qui s'impatientent d'acquérir des qualifications utiles.

Les Nouvelles Nations Unies pourraient rendre toute action militaire, sauf en cas de légitime défense, illégale et punissable par des mesures parmi les plus draconiennes qui soient. Cet accord pourrait être réalisé en exigeant que tous ses membres procèdent à un amendement de leurs constitutions qui bannirait toute action militaire sauf en cas de légitime défense. Ceci peut sembler être un concept étrange, mais le Japon a présentement un tel article enchâssé dans sa constitution, tout en maintenant une armée professionnelle et moderne. Le Japon n'a été impliqué dans aucune action militaire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sinon pour des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Le pays a contribué uniquement quand ses alliés le lui ont demandé, et demeure à ce jour une société forte et sécurisée.

Rendre illégale toute action militaire, sauf pour les NNU dans les cas de missions d'aide humanitaire ou de maintien de la paix, permettrait l'économie de trillions de dollars en contrats d'armements obsolètes ou de défense; des sommes qui pourraient être tout autant investies dans les besoins humanitaires. Même si, selon la loi internationale actuelle, il est actuellement considéré comme un crime pour un pays d'envahir un autre pays souverain sans le consentement du Conseil de Sécurité de l'ONU, la guerre d'Irak (et d'autres) nous a démontré qu'il y a des nations capables de rejeter cette loi internationale au nom de leur propre intérêt en matière de sécurité.

Les membres des Nouvelles Nations Unies pourraient signer un pacte de défense collective. En cas d'attaque d'un pays membre, l'ensemble des membres seraient alors dans l'obligation de fournir des troupes et du soutien logistique, via les NNU. Ceci, incidemment, est le principe fondateur de l'OTAN envers ses pays membres.

Si un nombre significatif de nations joignait ces Nouvelles Nations Unies hypothétiques, chacune d'elles serait interdite d'action militaire selon la loi, et jouirait de la protection des

autres membres en cas d'une attaque. Pour les amoureux de la paix, ce serait une proposition très séduisante, sans même évoquer les incitatifs qui pourraient être proposés pour la rejoindre.

Rappelons ici les recommandations émises par le Major Général Smedley D. Butler, retraité de la marine américaine et décédé en 1940, au sujet de la guerre :

1 La guerre ne devrait pas générer de profits : les détenteurs de capitaux devraient être enrôlés avant les soldats : « On peut détruire tout cela efficacement et simplement en retirant la possibilité de faire des profits avec la guerre. La seule façon d'enrayer ce racket est d'enrôler le capital, l'industrie et la force de travail avant que les civils ne puissent être enrôlés... ». Laissons les officiers, les directeurs, les puissants exécutifs des usines d'armements et des aciéries, les fabricants de munitions, les armateurs, les avionneurs et les manufacturiers de tout ce qui, de près ou de loin, rapporte des profits dans la guerre, sans oublier les banquiers et les spéculateurs, être enrôlés et recevoir un salaire de 30 \$ par mois, soit le même salaire que reçoivent les garçons qui sont présentement dans les tranchées.

2 Les actions de guerre devraient être décidées par ceux qui la font : Butler suggérait un plébiscite limité afin de déterminer si une guerre a besoin d'être menée, et les votants autorisés seraient ceux qui risquent de mourir au combat.

3 Limitation des militaires à la défense : Butler recommandait que la marine américaine demeure, conformément à la loi, à l'intérieur de 200 miles des côtes, et que l'armée soit restreinte aux limites territoriales du pays, assurant ainsi que la guerre, si engagée, ne soit jamais une agression.

Soulignons encore ces paroles intéressantes tenues par le marine le plus décoré (au moment de sa mort) de l'histoire de la marine américaine. C'est lui qui a déclaré la célèbre phrase : « La guerre est un racket. »

Pour satisfaire aux exigences de la démocratie, le principe d'égalité devrait obligatoirement être mis en application : tous auraient ainsi un droit de vote et de parole égal concernant la société mondiale. En d'autres termes, toutes les sociétés auraient une importance égale et aucune d'elles n'aurait le droit de véto. La définition même de la démocratie inclut ce concept.

Comment peut-il être possible que cinq nations détiennent aujourd'hui - et arbitrairement - un pouvoir beaucoup plus grand (sous la forme du droit de véto) que l'ensemble des autres pays membres?

Les Nouvelles Nations Unies pourraient être un outil puissant dans l'unification des nations malgré les cultures diversifiées, tout en ayant une influence très contraignante envers tout état ou leader voyou.

Plusieurs lecteurs, consciemment ou non, écarteraient une charte aussi irréaliste, voire naïve, des NNU. Cela pourrait cependant en surprendre plusieurs de savoir que plusieurs de ces principes ne sont pas nouveaux ; ils font déjà partie des objectifs actuels des Nations Unies. Les Nouvelles Nations Unies seraient tout simplement libérées de contraintes irraisonnables comme le droit de veto pour seulement cinq de ses membres. Le seul ajout, tel que suggéré ici, serait une politique de défense collective et un pacte de non-agression.

Mis à part ceux assoiffés de profits et retirant des avantages de la violence et de la guerre, qui pourrait être contre ces principes ?

Cela exigerait vision et courage de la part des nations les plus éclairées afin d'affronter la colère et même la vengeance des nations qui exercent présentement le droit de veto. Toutefois, si un nombre significatif de pays se tient debout, on pourrait alors faire un pas de géant vers la réalisation d'un monde dont les priorités seraient la paix, la santé, l'éducation, la solidarité, l'humanisme et la liberté.

Et la démocratie.

Tous les membres seraient obligatoirement des démocraties. Elles auraient en outre le devoir d'ajouter une clause restrictive à leurs constitutions, stipulant que la population peut exercer un droit de veto (par voie de référendum), contre une loi jugée impopulaire ou immorale et passée en son nom par son gouvernement, ainsi que l'habilité, si nécessaire, de débattre directement de la création de toute nouvelle loi et de tout amendement constitutionnel.

Ajoutons que la question la plus importante qui permettrait (et empêche actuellement) de résoudre de nombreux problèmes mondiaux réside dans la volonté, ou plus précisément, le manque de volonté politique. Des millions de gens souhaitent aider en dépit des problèmes qu'ils rencontrent dans leur propre vie, et le feraient davantage s'ils le pouvaient. Certains s'abstiennent aussi, parfois pour des raisons légitimes, craignant que leurs dons en argent soient détournés vers des dictatures ou pour l'achat d'armes. Ils sont également inquiets en constatant le manque de progression à résoudre ces maux malgré les sommes colossales investies. Les gens n'ont souvent d'autres choix que celui d'espérer et de faire confiance à leurs représentants gouvernementaux et aux agences onusiennes pour régler ces

problèmes en leur nom. Cependant, si la volonté politique fait actuellement cruellement défaut; c'est en grande partie du fait des récents déboires économiques.

Reste que cette volonté demeure latente chez des millions de gens. Si on la révélait, tous pourraient alors mettre directement la main à la pâte et tenter de régler ces questions globales et nationales sans avoir à se fier à leurs représentants gouvernementaux distraits, désintéressés et corrompus. Un système incitant à la participation directe est requis; un système ayant le potentiel de se répandre aux niveaux local, régional, national et international.

Chapitre 2 : δημοκρατία

La démocratie est simplement l'oppression des gens par les gens pour les gens – Oscar Wilde

Le mot « démocratie » vient du grec *demos*, signifiant les « gens ordinaires », et de *kratos*, qui veut dire « règle », « pouvoir » ou « force ». La première démocratie formelle a été établie en 507 av. J.-C. dans la cité-état grecque d'Athènes, et avait la forme de ce qu'on appelle aujourd'hui la démocratie directe.

Cette nouvelle forme de gouvernement comprenait deux aspects intéressants. Premièrement, tous les citoyens pouvaient parler ou voter à l'assemblée et deuxièmement, les gens ordinaires étaient assignés par un tirage au sort à des postes à la cour et dans la fonction publique. Il va sans dire qu'un tel système, s'il était implanté aujourd'hui, serait extrêmement restrictif envers les leaders qui seraient tentés d'aller à l'encontre de la volonté publique.

À l'heure actuelle, presque toutes les démocraties modernes sont ce qu'on appelle des « démocraties représentatives », à savoir un système dans lequel les représentants officiels représentent la volonté du peuple. En principe, cela peut fonctionner relativement bien et c'est en effet le cas dans les gouvernements les plus transparents du monde, mais il est prouvé que ce système est sujet à des manipulations, à des abus et à de la corruption. Il est assez tragique de constater que présentement, le mot « démocratie » a été détourné afin de leurrer les citoyens les conduisant à penser qu'ils sont réellement libres de déterminer la société qu'ils veulent, qu'ils ont un droit de regard sur la façon dont elle est gérée, et que leur gouvernement représente infailliblement la volonté du peuple.

Alors que les gouvernements des diverses démocraties sont souvent très heureux de proclamer leur profond engagement envers la liberté d'expression et tout ce qui en découle, force est de constater que cet engagement est fréquemment mis à l'épreuve, voire porté disparu. Un exemple probant et récent de cela nous vient de l'Inde, une des plus grandes démocraties du monde, où 1 300 manifestants ont été arrêtés en juillet 2011 lors d'une tentative visant à mettre un terme à la grève de la faim d'Anna Hazare, un activiste anti-corruption très en vue.

Hazare demandait un nouvel ombudsman à qui on confierait le pouvoir illimité d'enquêter sur n'importe quel officiel, incluant le premier ministre et les juges. Il croyait que la législation actuelle offerte par l'administration était une « farce cruelle ».

Les autorités ont réagi aux critiques portant sur les arrestations des supporters de Hazare en niant qu'elles réprimaient les droits démocratiques de protester, tout en affirmant du même souffle avoir elles-mêmes le droit de diminuer les conditions des protestations, comme celles de limiter le nombre de manifestants. Des justifications et des raisons plausibles sont toujours avancées par les gouvernements qui ne sont démocratiques que de nom. Peu importe la façon dont on justifie les actions de ces gouvernements, il n'en demeure pas moins que ces sociétés ne constituent pas en définitive de vraies sociétés libres. En d'autres termes, il y a des limites à la liberté et ces limites sont fixées arbitrairement pour justifier des actions prises par les gouvernements dans le but de se protéger.

Pourquoi cela se produit-il?

L'histoire recèle d'innombrables exemples de puissances et de leaders corrompus agissant à l'encontre des intérêts du peuple. C'est un problème qui concerne tous les niveaux de la société et pas seulement au sein des gouvernements. Seule une combinaison alliant à la fois les strictes notions de transparence, de responsabilité et de conscience pourra permettre de prendre le contrôle la situation.

Dans les faits, les personnes occupant les hautes sphères de l'establishment sont, dans plusieurs cas, des êtres ambitieux, impitoyables, manipulateurs, et parfois même légèrement sociopathes.

Rapportons ce fait surprenant : en 2009, une étude britannique a mis en évidence que 0,6% de la population en générale serait constituée de sociopathes – en d'autres termes, des centaines de milliers de personnes.

Même si ces caractéristiques permettent bien souvent de grimper dans l'échelle sociale, est-ce que les gens ordinaires souhaitent vraiment que ce genre de personnage les représente, sans même évoquer ici les valeurs morales et le leadership? Ce type de personnalité est-il ce que nous pouvons faire de mieux en termes de représentation?

Cette catégorie de gens considère que, peu importe la manière, seul le résultat compte. Cela ne signifie pas que tous les politiciens de haut niveau soient pour autant des sociopathes, mais simplement que ce type de personnes, ayant un grand pouvoir d'influence, sont très présentes à ce niveau dans nos sociétés.

En désignant les représentants par un tirage au sort, les Anciens Grecs ont fait beaucoup pour contourner ce problème. Cela ne peut cependant pas être viable dans la société actuelle. Reste que l'idée ne devrait pas être pour autant écartée, du moins en ce qui

concerne les comités de citoyens responsables de la surveillance des actions et des dépenses des élus ou des autres instances détenant des pouvoirs sur la société.

Trop souvent, les politiciens élaborent des politiques, émettent des jugements et prennent des décisions sans tenir compte du point de vue des économistes, des scientifiques et des autres experts crédibles (et non célèbres). Dans une certaine mesure, c'est complètement insensé.

Quand le Premier Ministre David Cameron a décrit les émeutes de Londres de 2011 comme étant « purement et simplement criminelles », communiquait-il au public des théories suggérées par des sociologues et des experts des émeutes? Ou ayant jugé l'opinion publique extrêmement hostile envers les émeutiers, a-t-il simplement saisi l'occasion de faire une déclaration populiste le mettant ainsi à l'abri, lui et son administration, de toute critique et sentiment de culpabilité pouvant surgir quant aux causes possibles à l'origine de ces émeutes? À vous de décider.

Malheureusement, des gens comme David Cameron ne sont pas confinés à la seule sphère politique; on peut également les retrouver à la tête de très grandes corporations et des banques.

Examinez bien cet échange, qui fut publié dans le journal britannique *Independent*, entre le cinéaste Christ Atkins et un représentant non identifié de la Royal Bank of Scotland (dont 84% de la propriété est détenue par les contribuables britanniques depuis 2009) au sujet de plusieurs investissements britanniques dans des compagnies fabriquant des bombes à fragmentation :

Atkins : *Saviez-vous que la RBS investit dans des compagnies qui fabriquent des bombes à fragmentation?*

Banquier : *Excellent! Combien d'argent cela nous rapporte-t-il?*

Atkins lance un chiffre en l'air : *À peu près 20 milliards £.*

Banquier, avec un gémissement de plaisir : *Écrivez cela!*

Atkins : *Est-ce bon pour vous?*

Banquier : *Ouais. Comment pensez-vous qu'on vous paie des bénéfices?*

Atkins (qui porte un affreux t-shirt) : *Euh... je ne suis pas bénéficiaire. Je suis journaliste.*

Banquier : *Comment pensez-vous que les banques font de l'argent? En investissant dans des choses.*

Atkins : *Mais les bombes à fragmentation tuent des civils.*

Banquier : *Ce sont des choses.*

Environ 270 millions de bombes à fragmentation ont été lancées sur le Laos durant la guerre du Vietnam et, encore aujourd'hui, quelques 300 personnes sont tuées, blessées ou mutilées chaque année. Plusieurs de ces victimes sont des enfants. Ces bombes ont également été utilisées dans d'autres pays et menacent toujours les populations civiles. Le représentant non identifié est un banquier de commerce. Il y a des gens qui travaillent dans et hors de nos gouvernements qui manquent d'empathie et de compassion, et dont la seule priorité est leur propre bien-être et leur survie. Ils détiennent beaucoup de pouvoir et d'influence sur nos sociétés et nos vies, sans pour autant prendre les responsabilités de leurs actions envers les autres.

Depuis la publication de cet échange dans la presse nationale, la Royal Bank of Scotland a, de façon louable, cessé d'investir dans ces compagnies.

Les « démocraties de nom seulement » soulèvent d'autres types de problèmes. Qu'en est-il par exemple de l'acceptation généralisée et sans questionnement du besoin absolu des partis politiques? La plupart des lecteurs seront avisés - s'ils ne le sont pas déjà, ils devraient l'être - que les partis politiques constituent les terreaux parfaits de la corruption, de l'esprit de clan, de l'égoïsme et de l'attrait du gain.

Plus significatif encore, on ne semble pas comprendre que les démocraties représentatives ne sont pas le seul et unique moyen de gérer une société. La sagesse conventionnelle stipule en effet que les partis politiques sont un mal nécessaire puisque c'est là tout ce que nous avons et que s'ils n'existaient pas, les sociétés démocratiques civilisées pourraient sombrer dans le barbarisme. Il s'agit d'une vision erronée et dommageable.

Les élections sont souvent le théâtre de débats épiques entre deux (ou plusieurs) positions qui s'affrontent, comme s'il s'agissait d'une compétition sportive ou d'un drame cinématographique. Ceci remplit tout à fait les prérequis des chaînes de nouvelles en continue : du drame préfabriqué dans lequel l'électorat est submergé sans fin par de petits scandales au sujet des gaffes du représentant d'un parti ou d'un autre. Le tout se combine aux énormes sommes d'argent dépensées en firmes de relations publiques afin de contrôler de très près les messages que chaque politicien dira en public.

L'ensemble génère une pression indue sur les politiciens qui savent pertinemment que n'importe quelle erreur, même minime, pourrait leur coûter très cher. Tous jouent le jeu aussi prudemment que possible, évitant de discuter de certains sujets importants mais controversés, tout en livrant des platitudes pour le bénéfice des caméras.

Comment un débat honnête peut-il prospérer ou même avoir lieu dans un tel contexte? Certains sujets primordiaux, rendus tabous pour les politiciens par les médias, sont délaissés, traités de façon irréaliste, et remplacés par la langue de bois et des phrases préfabriquées.

La population, sans mentionner le processus démocratique, en souffre inévitablement. Lorsqu'un politicien fait ainsi un énoncé, ce n'est pas ce qu'il ou elle pense vraiment, mais plutôt ce que des experts-conseils, très grassement payés, leur ont dit de dire.

Pour ce faire, les politiciens utilisent des masses de données au sujet de l'opinion publique afin que la population puisse stratégiquement entendre ce qu'elle veut bien entendre. Les déclarations publiques apparaissent alors comme de simples tactiques purement conçues pour améliorer leur propre statut, tout en affaiblissant celui de leurs adversaires. Autrement dit, on ne peut pas croire un seul mot de ce que les politiciens disent. Il n'y a aucune garantie que les politiciens tiendront parole une fois élus. Il existe en effet de nombreux cas de politiciens qui font exactement le contraire de ce qu'ils avaient promis au cours de leur campagne électorale.

Dans un monde idéal, une démocratie devrait signifier des échanges honnêtes de points de vue lors de débats vigoureux. Ceux-ci devraient être présentés au public de manière neutre par les médias. Or les campagnes électorales modernes sont tout à fait à l'opposé. Nous devons également nous rappeler que les médias eux-mêmes peuvent être parties prenantes dans une élection. Certains journaux et certaines stations de télévision peuvent soutenir un parti politique ou un candidat particulier, en publiant des reportages biaisés afin de les aider à mettre en difficultés l'opposant et, de manière générale, à manipuler l'opinion publique. Ajoutons que la démocratie a un coût. Les campagnes électorales modernes sont extrêmement onéreuses. Dans plusieurs pays, de riches donateurs ou des corporations contribuent d'importantes sommes d'argent et espèrent en retour des faveurs une fois le parti ou le chef élu. Ces faveurs prennent souvent la forme d'importantes réductions d'impôts, de dérèglementations, ou de lois qui avantagent les donateurs, alors que dans plusieurs cas, cela heurte les civils et/ou l'environnement. L'existence de paradis fiscaux aide en outre grandement ces corporations. Ainsi en 2009, la Bank of America, avec un profit de 6,28 milliards \$, et la General Electric, avec un profit de 10 milliards \$, n'ont payé aucun impôt fédéral. Ces abris fiscaux, si dommageables pour la société, ne seront

certainement pas supprimés tant et aussi longtemps que les politiciens seront redevables envers les corporations et les riches donateurs qui financent leurs campagnes.

Les grands manufacturiers constituent également un bel exemple. Ils utilisent leur pouvoir et leur influence sur les politiciens afin que ces derniers concluent des ententes commerciales leur permettant de réduire les standards de sécurité des produits ainsi que de retenir des fournisseurs externes (outsourcing). Les compagnies pétrolières font la même chose en visant le blocage des lois environnementales.

La Grande-Bretagne a été classée au premier rang mondial des paradis fiscaux intérieurs. Les milliardaires britanniques n'ont payé que 14,7 millions £ en impôts sur des revenus combinés de 126 milliards £. Des données plus récentes ne sont pas disponibles puisque les corporations, les banques et les riches ont tendance à ne pas dévoiler les détails de leurs revenus et de leurs chiffres d'affaires.

N'oublions pas l'important rôle du lobbying. Le lobbying est une tentative menée la plupart du temps par des représentants des corporations ou des groupes de pression afin d'influencer les politiques et la prise de décision du gouvernement. Dans certaines démocraties, le lobbying est ainsi tellement incrusté dans la culture politique qu'il est devenu la manière normale de mener les affaires, souvent au détriment du citoyen ordinaire.

Alors qu'on peut légitimement débattre de la nécessité du lobbying en démocratie, et ce l'est en effet, force est de constater que les ressources et le pouvoir financiers de certains lobbyistes donnent dans les faits un avantage insurmontable aux riches et aux puissants à l'encontre des citoyens ordinaires dont la voix est très rarement écoutée.

Naturellement, les partisans de la démocratie représentative feront valoir que la voix de chaque citoyen est entendue dans l'urne, mais ceci est également faux. Plusieurs gouvernements régionaux et nationaux sont engagés dans des tactiques malhonnêtes pour priver de leurs droits civils tous ceux qui ne supportent pas le parti au pouvoir, et permettent à leurs partisans de voter plus facilement. Il existe plusieurs méthodes documentées qui expliquent comment cela est fait, dont l'une consiste à redécouper les limites des comtés afin de manipuler les tendances démographiques du vote. Cette tactique est très habituelle. Prenons le cas des États-Unis. Lors des élections présidentielles, un démocrate enregistré dans un état dit « rouge » peut tout aussi bien ne pas se présenter aux urnes, et le même principe s'applique aux états dits « bleu ». Le résultat est que, même dans une élection libre et ouverte, un nombre significatif des votes de la population n'est jamais enregistré. L'élection se joue donc dans quelques états dits « indécis ». Étant donné le jeu d'échiquier avec lequel les citoyens doivent composer, le système est dirigé et les stratèges politiques savent comment y jouer pour gagner.

Au Royaume-Uni, le Parti Conservateur, dirigé par David Cameron, gouverne en coalition avec les Libéraux Démocrates qui sont moins nombreux. En dépit du fait qu'ils n'ont remporté que 36,1% des votes (avec un taux de participation de 65%), Cameron force la nation à accepter des politiques radicales en matière d'éducation et de santé, ainsi qu'une austérité brutale, qui ont pour conséquences des coupures dans les services publics, et parfois même dans des programmes sociaux indispensables. La majorité des gens ne veut pas de ces politiques radicales et ne supporte pas le Parti Conservateur, mais doit les accepter de toute façon. Quand les citoyens sont ainsi forcés d'accepter **des politiques pour lesquelles ils n'ont pas voté**, et qui n'ont même jamais été discutées, il est clair que quelque chose ne fonctionne pas dans le système.

Tous ces problèmes existent à divers degrés dans les démocraties représentatives. Dans certaines sociétés, notamment les sociétés scandinaves, on y trouve beaucoup plus de transparence. C'est donc dire que les populations sont plus confiantes en leurs leaders qui agissent légalement et honorablement en leurs noms et avec l'argent de leurs impôts. Ces sociétés sont des exemples où la démocratie représentative fonctionne mieux puisqu'elle repose fondamentalement sur un rapport de confiance entre les électeurs et les représentants officiels.

Cependant, d'autres démocraties représentatives subissent des assauts répétés sur leurs institutions démocratiques et cette érosion conduit inévitablement à l'injustice sociale et à la non représentation des couches moins privilégiées de la société. La priorité est mise sur plaire à court terme à l'électorat et consiste essentiellement à faire des promesses qui sonnent bien. Elles semblent avoir du sens aux oreilles de la population qui ne possède pas tous les faits, ou qui est trop occupée ou indifférente pour comprendre en profondeur les tenants et les aboutissants de certains problèmes. Une méthode fréquemment utilisée par les politiciens de pays aux prises avec des problèmes de violence est, par exemple, d'adopter une ligne dure envers la criminalité. Ceci conduit à des lois telles que celle des « trois offenses », où des sentences longues (et parfois à perpétuité) sont prononcées quand trois offenses ont été commises, peu importe le degré de gravité.

Il est très peu probable qu'un politicien suivrait les avis des experts sur les comportements criminels si ces avis lui faisaient perdre une élection. C'est une dichotomie extrêmement grave puisqu'elle entrave le progrès social, et prévaut dans plusieurs domaines des politiques gouvernementales, notamment en environnement et en éducation. À quoi servirait-il d'avoir des experts s'ils ne sont pas mis à contribution afin d'améliorer nos sociétés? Qu'en est-il si leurs conseils sont ignorés et même condamnés par des politiciens ne possédant aucune expertise dans les domaines en question?

Des milliards de dollars sont dépensés par les lobbyistes et les politiciens dans des firmes de relations publiques lors des campagnes électorales, et dont le seul but est de faire élire leur client, ou de s'assurer qu'un projet de loi obtienne le soutien du public, peu importe de quoi il s'agit. Ils feront tout en leur vaste pouvoir pour atteindre ce but en utilisant les médias pour induire en erreur ou désinformer le public, et obtenir ainsi leur appui ou leurs votes pour quelque chose qui peut très bien ne pas être dans leur intérêt. Pas besoin de chercher très loin pour comprendre que ce comportement n'a pas sa place en démocratie. Dit en termes clairs, ce sont simplement des groupes d'escrocs cupides qui montrent à des groupes d'escrocs affamés de pouvoir comment manipuler les foules.

Un débat public honnête, élément vital en démocratie, a été remplacé par une série de slogans « punchés », de phrases préfabriquées conçues pour plaire à l'électorat et pour manipuler l'opinion publique avec un maximum d'effet. Devons-nous accepter que des problèmes sociaux complexes en soient réduits à des ritournelles accrocheuses? Les grandes chaînes câblées de nouvelles en continue en rajoutent avec des rengaines sans queue ni tête, démontrant une fois de plus au passage que les informations elles-mêmes sont devenues un produit qui doit être bien emballé avant d'être balancées aux téléspectateurs.

Question à l'attention des médias : est-ce que les informations dont nous sommes abreuvés ne sont pas censées être en rapport direct avec les faits tels que découverts par les journalistes, plutôt qu'une répétition non critique des communiqués de presse et des points de discussion du gouvernement?

On ne peut avoir que très peu de sympathie pour les politiciens au centre de ce chaos. Ils n'ont cependant guère le choix et ne peuvent souvent que faire de leur mieux avec la situation. Et soyons clairs, tous les politiciens ne sont pas à mettre dans le même sac; tous ne sont pas corrompus ou malhonnêtes – en effet, il y a plusieurs personnalités admirables dans les services publics. Cependant, ceci doit servir à nous rappeler que le système en lui-même est dysfonctionnel et que, pour le bien de tous, il a besoin d'être fondamentalement remanié.

Chapitre 3 : La montée des médias alternatifs

La corruption des meilleures choses produit les pires – David Hume

Depuis les deux dernières décennies, nous avons assisté à la montée du journalisme internet et de la blogosphère.

Tout comme celle du journaliste, la crédibilité d'un blogueur doit se confirmer avec le temps, à travers une honnêteté et une précision inébranlables, avec des analyses et des articles factuels. Il est également primordial que toute erreur – car nous en commettons tous - soit corrigée le plus rapidement possible, et qu'on lui accorde la plus haute importance. Les gens sont enclins à accepter les erreurs les plus honnêtes et apprécient énormément quand un journaliste est assez mature pour admettre qu'il s'est trompé.

Le mot « blogueur » en lui-même soulève une image péjorative : celle d'un jeune homme ou d'une jeune femme en colère, une grosse hache à la main, qui bâche sur son clavier dans son sous-sol. Cette image est joyeusement propagée par les médias bien établis puisqu'ils savent pertinemment qu'en réalité, il y a plusieurs blogueurs qui apportent une version beaucoup plus perspicace ainsi que des analyses très précises sur des sujets qui comptent réellement, et souvent mieux qu'ils ne pourraient le faire s'ils travaillaient pour un média appartenant à une corporation.

À chaque occasion qui leur est donnée, les journalistes établis font preuve de mépris et de dénigrement envers les blogueurs et les médias alternatifs, dont les analyses ne sont pas prises au sérieux même s'ils ont une feuille de route irréprochable. Dans certains cas, les blogueurs sont pourtant d'anciens journalistes qui en ont eu assez de se faire dicter quoi dire ou ne pas dire. Il y a également une légion de blogueurs malhonnêtes, mais leurs mensonges et leurs distorsions sont vite repérables. Les lecteurs assidus peuvent apprendre à trier le grain de l'ivraie.

Dans un effort de subsumer la popularité de la blogosphère, les grands quotidiens, ayant un portail web, proposent maintenant des articles écrits par des journalistes maisons ou invités, des célébrités et même des particuliers qui souhaitent tout simplement s'exprimer. Des centaines, voire des milliers de lecteurs commentent les articles. Ces commentaires sont tantôt perspicaces ou humoristiques, parfois sournois ou banals, et des conversations constructives peuvent ou non s'en suivre.

Auparavant, il n'était pas possible aux lecteurs de participer aux débats ailleurs que dans les pages destinées aux courriers des lecteurs et ces espaces étaient très limités. Les débats entre les lecteurs pouvaient donc prendre plusieurs jours, voire des semaines. Pensez

seulement aux parties d'échecs par la poste. Les sections destinées aux commentaires des internautes représentent un pas de géant pour ouvrir le dialogue entre des citoyens qui n'ont aucun lien en commun, et s'avère, sans aucun doute, avec la montée des médias sociaux, être la clé de l'organisation en ligne des mouvements des masses.

Ce pouvoir doit cependant être géré. Par nature, les discussions de masse sont chaotiques, avec plusieurs fils de discussions apparaissant dans un ordre chronologique strict. De plus, les discussions étant ouvertes et les participants n'étant tous habilités à obtenir un consensus sur un sujet, ce qui se passe ressemble généralement à un micmac d'opinions et de solutions qui peuvent être ou ne pas être constructives ou à propos. Cela nous conduit à un troisième problème. Très peu de participants à ces discussions sont des experts des sujets traités, tandis que d'autres n'ont que des connaissances limitées. C'est pour cette raison, malgré l'évidence que les non experts aient également droit à leurs opinions et peuvent poser des questions importantes et intelligentes, qu'il est de mise de faire le tri quand nous tentons de trouver des solutions pratiques et réalistes à des problèmes sérieux.

À la suite du grand tremblement de terre qui a frappé l'est du Japon et de l'accident nucléaire à Fukushima, les pages de commentaires ont foisonné de conseils provenant de gens qui sont mystérieusement devenus, en l'espace d'une nuit, des physiciens nucléaires qui savaient tout au sujet des *sieverts* et des *becquerels*, et du problème complexe du dosage des radiations sur les humains. C'est un trait commun des commentateurs de donner une opinion comme si elle était un fait et ce, sans sources sûres de ce qu'ils avancent.

Avec tout le respect qu'on doit envers ceux qui commentent, seule la vision d'un expert crédible est de mise. Les gens qui lisent au sujet des radiations sur Wikipédia, ou pire, qui croient aux écrits sensationnalistes dans les médias de masse, ne seront jamais plus que ceci : des gens qui n'ont aucune expérience dans le domaine. Ces amateurs « experts » peuvent même être dangereux : ils répandent des rumeurs, intentionnellement ou non, qui peuvent causer des dommages et créer de la peur et de la confusion. À l'époque, des dizaines de milliers de résidents étrangers ont ainsi fui le Japon en panique, laissant derrière eux des emplois et même des familles. Combien d'entre eux sont partis parce qu'ils ont lu quelque chose dans le fil de commentaires sous un article, ou ont été victimes d'un honteux marchandage de la peur déguisé en journalisme dans certains médias étrangers? Tandis que tous devraient pouvoir poser des questions, il est cependant nécessaire d'être très sélectif quant à ceux qui y répondent.

Afin d'illustrer ce propos, si vous aviez, par exemple, une question au sujet de la physique quantique et qu'il était vital que la réponse soit la bonne, à qui la poseriez-vous? Dans un forum de discussion, à un média ou à un expert dans le domaine? Les nombreux Chinois qui se sont empoisonnés avec du sel enrichi en iode, et les Américains qui ont acheté des

cachets d'iode à des prix faramineux - tous pris de panique et croyant de manière erronée qu'ils avaient besoin d'une telle chose pour se protéger des radiations nucléaires - ont besoin de réfléchir à cette question.

Il est intéressant de noter qu'à la suite de l'accident, même certains « experts » avaient souvent tort, alors que l'information disponible était très limitée. Dans certains cas, les experts appelés en renfort afin de dresser un sombre portrait de la réalité étaient des activistes du lobby écologiste et ont exagéré les dangers, tandis que ceux qui n'iaient les sérieuses préoccupations à cet effet pouvaient avoir des liens avec l'industrie nucléaire. Notons à cet égard que les sites web de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) furent les deux meilleures sources d'information puisqu'elles se rapportent toutes deux à l'ONU. Le maintien de la crédibilité est plus important pour elles que n'importe quelle idéologie ou intérêt assujéti au profit. Existe-t-il une façon d'organiser et de contrôler un flot d'information exacte provenant des experts et de les diriger vers les citoyens ordinaires?

Les médias sociaux tels que Twitter et Facebook ont déjà fait leurs preuves pour la démocratie comme on a pu le constater lors du récent Printemps Arabe. Ces outils médiatiques ont servi à bâtir la stratégie des populations opprimées. La menace était telle pour l'establishment qu'on a même tenté de bloquer ces sites. Il n'y a aucun doute qu'un média social organisé et accessible à tous est aujourd'hui un des plus grands cauchemars pour les oppresseurs sur la planète.

Souvenez-vous que lors des émeutes de Londres en 2011, des appels ont été reçus pour que le service de messagerie texte (et d'autres services) des Blackberry soit coupé. Ceci tend à démontrer que lorsque des événements ont lieu près de chez soi et qu'on se sent en danger, nous sommes alors plus enclins à accepter un contrôle autoritaire des réseaux de communication que lorsque le tout se déroule dans un pays lointain où le danger ne nous concerne pas.

Face à l'oppression cependant, que ce soit au sein des démocraties représentatives ou dans les autocraties, nous devons toujours nous rappeler simplement ceci : nous sommes plus nombreux qu'eux, beaucoup plus nombreux. La clé réside dans l'organisation, le courage, la cohésion, un message honnête et la persistance. Les 7 milliards de personnes dans le monde sont une bête somnolente. En ce moment, comme souvent dans notre histoire, nous sommes assujettis par le détournement de la démocratie et distraits par des histoires sans importance dans les médias : scandales entourant les célébrités, sports, objectifs partisans injustifiés et, ironiquement, diffusés également par les mêmes réseaux sociaux qui font si peur aux oppresseurs. Les gens passent des heures interminables sur Facebook à ne rien faire de constructif. Cependant, l'idée qu'une infime tranche de ces 7

milliards d'individus puisse s'organiser afin de combattre l'oppression ou le contrôle terrifiant chaque leader, politicien, exécutif et grand banquier corrompus de la planète, parce qu'ils savent que quand ça arrivera, la fête sera terminée.

L'incompétence, la corruption et une représentation manquant d'honnêteté et de démocratie sont les causes directes de la profonde souffrance et de la situation désespérée de plusieurs pays. Il est maintenant plus que temps de commencer à travailler sérieusement à donner le pouvoir à cette énorme masse de gens et à leur fournir des moyens avec lesquels ils pourront se donner du pouvoir. Grâce à la circulation libre de l'information dans l'internet et aux technologies qui l'accompagnent, on peut exploiter ces outils de manière à permettre aux gens de prendre les choses en mains et de créer des sociétés qui s'adressent à tous, et non plus seulement à une petite élite.

À travers les milliers d'articles écrits par des journalistes et des blogueurs professionnels, on peut lire un déluge d'explications, statistiques, plaintes sur à peu près tous les sujets qu'on peut imaginer, mais rares sont ceux qui proposent des solutions. Une des difficultés majeures tient au fait que beaucoup des problèmes soulevés sont de nature sociétale, et ne peuvent donc pas être réglés avec des mesures qui les maquillent. Y consacrer plus d'argent ou créer des comités chargés de réunir des faits ne règle rien. Les seules solutions viables sont celles qui vont à la racine de ces problèmes et qui en font ressortir les causes parmi lesquelles on peut citer pêle-mêle les inégalités sociales, la privation du droit électoral de millions de gens, l'éducation etc. Une telle solution est aujourd'hui requise.

Chapitre 4 : Exemple

Quand j'avais un désaccord avec un des joueurs, on s'assoit ensemble pendant vingt minutes, on en discutait, et on décidait ensuite que j'avais raison. – gérant d'équipe de football au sujet de la démocratie de groupe

La révolution a toujours été le véhicule historique pour procéder à des changements sociaux rapides. Elle est provoquée par le mécontentement de la population envers les politiques ou les comportements de ceux au pouvoir. Même si la révolution vise souvent à apporter des changements fondamentaux et une amélioration de la qualité de vie, rien ne garantit que cela soit effectif.

Un des inconvénients évidents de la révolution, si on présume que le sang coulera, c'est qu'elle entraîne souvent la mort de civils. Certains affirmeront qu'un tel sacrifice est nécessaire pour que de réels changements se produisent évoquant le sang des patriotes, etc. Cependant, il serait plus juste de dire que c'est inévitable plutôt que nécessaire. La mort d'êtres humains ne voulant au fond qu'une vie meilleure constitue une tragédie.

Plus insidieux encore, rien ne dit que les régimes politiques qui en découlent ne soient mieux que ceux qui ont été renversés. L'Égypte en est un exemple récent et probant. Après tout, la nature humaine et le pouvoir peuvent éventuellement corrompre même ceux qui ont les meilleures intentions. Même si une autocratie est remplacée par une démocratie, à moins que l'élection soit libre et juste et que le gouvernement soit complètement transparent, la population sera toujours enchaînée aux idées excentriques que leur nouveau leader aura dans la tête.

On peut avancer que des changements aussi importants ne se produisent pas du jour au lendemain. Il ne fait aucun doute qu'à long terme, les groupes de pression peuvent obtenir un certain succès, mais même à long terme, la vraie démocratie peut n'être obtenue que si le jeu est clair et net. Malheureusement, il ne l'est pas. Les dés sont pipés en faveur des forces antidémocratiques.

On parle ici, si vous ne l'aviez pas encore deviné, des corporations transnationales, des grandes banques, des institutions financières et de certains milliardaires. Les fortunes gigantesques dont disposent ces entités leur confèrent un pouvoir caché sans précédent pour influencer l'opinion publique, en utilisant des méthodes psychologiques connues depuis belle lurette pour amener le public à voter pour des politiques qui lui sont néfastes. Le mouvement du Tea Party aux États-Unis est un exemple frappant de ce phénomène.

En 2012, la cour suprême des États-Unis a légiféré pour éliminer le plafond du financement provenant des corporations des campagnes de publicité des candidats. Elle a justifié cette décision avec le Premier Amendement de la constitution. Autrement dit, n'importe quel candidat prêt à défendre les intérêts d'une corporation peut s'attendre à recevoir un financement presque illimité pour sa campagne. Après son élection cependant, il se verra dans l'obligation de fournir une aide significative à ses bienfaiteurs, même si cette aide va à l'encontre des intérêts du peuple, de l'environnement, de la sécurité publique, etc.

Cette loi est passée alors même que 85% de la population américaine estime que les corporations influencent trop la politique, selon un sondage de Hart Researchs.

Ces forces en coulisses peuvent dès lors agir dans leurs propres intérêts sans se soucier des impacts financiers inhérents à tous les niveaux de l'état. Ils transcendent les frontières et ont la capacité, via le lobbying, les groupes de pression, les comités d'action politique et le pouvoir sur les médias, d'influencer en profondeur l'opinion publique ainsi que les politiques locales et nationales.

Ne pensez pas que ces forces sont bienveillantes. C'est plutôt le contraire. Pour employer une vieille analogie qui est néanmoins assez près de la vérité, ces forces sont un violent virus dans nos sociétés, nationalement et globalement; elles consomment tout ce qu'elles peuvent instrumentaliser : l'éducation, les informations et même les gens. Ce virus se répand. Et pire qu'un virus, elles se montrent capables de s'adapter temporairement à tout obstacles et de l'approcher sous un autre angle pour atteindre l'objectif visé.

Cette analogie rappelle une scène mémorable d'un film sorti en 1999, *The Matrix*, dans laquelle un leader de la résistance humaine se fait dire par un représentant de l'intelligence artificielle dominante que les humains ne sont pas des mammifères, mais des virus. Il justifie son assertion en soulignant la tendance humaine à utiliser les ressources jusqu'à épuisement complet et à ensuite en utiliser une nouvelle, tout comme un virus le fait.

Cette scène est impressionnante, les spectateurs n'ayant probablement jamais considéré cette analogie auparavant. Jusqu'à un certain point, cette évaluation est assez juste. Au cours de l'histoire, plusieurs civilisations ont agi de la sorte, et le font encore. Cependant, elle passe à côté d'un point important : ce comportement est celui des décideurs, des gens au pouvoir, pas celui des gens ordinaires.

Autrement dit, une majorité d'êtres humains ne s'identifie pas à un virus, même s'il y en a certainement parmi nous. Dans nos démocraties, certaines personnes pour qui nous votons appartiennent à cette famille. Que veulent-elles au juste ? La réponse est simple : elles

veulent maintenir le *statut quo*, et consolider leur position de manière à devenir un pouvoir impénétrable, intouchable même, par la révolte populaire.

Tout ce qui est décrit plus haut peut sembler être une sombre théorie de la conspiration; si seulement c'était vrai. Il est essentiel à ce stade-ci d'examiner en détail un pays qui est également un exemple probant de démocratie qui a dangereusement mal tourné : les États-Unis d'Amérique.

La façade

Le secret de la vie est l'honnêteté et la juste négociation. Si vous pouvez feindre cela, vous réussirez. - Groucho Marx

Premièrement, voici une mise en contexte avec quelques chiffres. Dans un article publié dans la revue *Vanity Fair* en 2011, Joseph Stiglitz, récipiendaire du Prix Nobel d'économie en 2001, écrit que le 1% américain a vu ses revenus augmenter de 18% dans les dix dernières années, tandis que les hommes détenant un diplôme d'études secondaires ont vu leurs revenus baisser de 12%. Il indique également que le 1% possède 40% des richesses nationales et engrange annuellement près du quart des revenus mondiaux totaux.

Entre la fin de la deuxième guerre mondiale et 1979, la productivité des ÉU a augmenté de 119% et les revenus du 20% de la population au bas de l'échelle ont augmenté de 122%. Entre 1979 et 2009, la productivité a augmenté de 80% alors que les revenus du 20% de la population au bas de l'échelle ont diminué de 4%. Au même moment, les revenus du 1% ont augmenté de 270%.

En août 2011, le Président Obama a dû négocier avec les Républicains, qui étaient à cette époque en contrôle du Congrès, afin de couper dans les dépenses de l'état et de ne pas augmenter les impôts des riches. Il a obtenu le soutien des Républicains pour lever le plafond de la dette et a ainsi évité un défaut de paiement. Selon un sondage Quinnipiac, les électeurs américains, dans une marge proportionnelle de 67%-25%, avaient dit que toute augmentation du plafond de la dette devrait obligatoirement impliquer une augmentation des impôts des riches.

En arrière plan, se profile le mouvement du Tea Party et sa montée en popularité avec comme mission celui de représenter un groupe d'Américains ordinaires qui en avaient assez des dépenses fédérales gigantesques. Ce mouvement a provoqué l'élection d'individus ayant des vues extrêmes. Des individus dont l'intransigeance a ostensiblement forcé le Président Obama à conclure une telle entente.

À la tête de ce mouvement, on retrouve les frères Koch. Charles et David Koch qui gèrent la Koch Industries Inc. (KI). En 2008, le magazine *Forbes* a décrit la KI comme étant la deuxième plus importante compagnie privée des ÉU, avec un revenu annuel de 98 milliards \$. Ils sont responsables du soutien au groupe de pression *Americans For Prosperity* (AFP), un groupe de pression basé à Washington et fondé en 2004. Ils ont également fourni un financement significatif aux candidats du Tea Party en lice aux élections, et sont tous deux classés dans le Top 20 de la liste 2011 des milliardaires du magazine *Forbes*.

En 2009, l'AFP a ouvert une page Facebook pour le Tea Party et a commencé à organiser des thés (tea partys) partout au pays. Ces rassemblements ont été largement promus par Fox News, un réseau de télévision appartenant à un autre milliardaire ayant des intérêts en politique, Rupert Murdoch. (NDLT : Rupert Murdoch a récemment été accusé d'avoir fermé les yeux sur les écoutes téléphoniques du tabloïd International News, et a été jugé inapte à diriger un grand groupe international).

Le Tea Party est une entité extrêmement utile. Les milliardaires fondateurs-promoteurs ont utilisé leur pouvoir et leur influence afin d'en faire un mouvement national d'importance alors qu'au même moment, ils le présentaient comme étant un regroupement de gens ordinaires; des travailleurs américains qui en avaient assez et qui n'acceptaient plus la situation, moussant ainsi leur popularité. Ces Américains existent effectivement, et la grande majorité des membres sont tels qu'on les a présentés. Cependant, béatement ou naïvement inconscients, ils semblent ne pas comprendre à quel point ils sont instrumentalisés dans le seul but d'obtenir des conditions sociales profitant aux riches. Ils combattent féroceement des avancements sociaux qui serviraient des gens ordinaires comme eux, par le truchement de programmes sociaux comme les soins de santé, l'éducation, les droits des travailleurs et la sécurité environnementale.

Les Frère Koch et le mouvement du Tea Party constituent des exemples particulièrement éloquent quant à la manière de corrompre une démocratie. Ils nous montrent très clairement comment le système peut toujours être manipulé en usant de la connaissance de la loi, de la psychologie des foules ++et de la nature humaine, et comment l'idéologie politique peut s'infiltrer dans toutes les institutions politiques, judiciaires et même médiatiques.

Pire encore, tout ceci s'opère légalement, de manière graduelle afin que la vaste majorité de la population vivant dans la culture des médias à la langue de bois, à la couverture superficielle des événements importants, sans mentionner les juteux scandales, ne puisse pas remarquer que le monde change rapidement autour d'elle.

Les ÉU possèdent deux partis politiques majeurs : le Parti Républicain et le Parti Démocrate. Les autres petits partis n'ont aucune chance d'obtenir une couverture de la part des médias. Même les candidats en quête d'une nomination à l'intérieur de ces partis, et qui se dissocient des lignes politiques traditionnelles américaines (comme couper dans les dépenses militaires), sont négligés, ignorés, voire même méprisés, par l'establishment médiatique. Dès lors que le grand cirque électoral pointe son nez, pour plus de 300 millions d'Américains, le choix réside alors entre un conventionnel Républicain ou un conventionnel Démocrate.

Un sondage mené par le Washington Post en 2011 démontre que 79% des Américains sont insatisfaits de leur système politique.

Les grandes corporations et Wall Street financent généreusement les campagnes électorales des deux partis et ne s'intéressent guère à l'issue en vérité puisque chacun des partis sera, de toutes façons, tenu de retourner l'ascenseur. Tel que mentionné plus tôt dans ce livre, ceci peut prendre la forme d'une importante réduction d'impôts ou d'une dérèglementation des pratiques bancaires ou commerciales, cette dernière étant responsable du crash financier de 2008.

Et s'il fallait encore en rajouter dans cette collusion, on voit aujourd'hui d'anciens banquiers et des dirigeants de grandes corporations obtenir, en guise de récompense, des postes de hauts fonctionnaires dans le gouvernement à la suite d'élections. L'actuelle administration Obama regorge ainsi d'anciens banquiers ayant des liens proches de Goldman Sachs et de plusieurs autres. Ce sont ces mêmes personnes qui ont le mandat de s'assurer que les pratiques bancaires immorales et frauduleuses qui ont mené au crash de 2008 ne se reproduisent pas. Si vous le pouvez, essayez de lire cette phrase une deuxième fois sans rire.

Au même moment, d'anciens sénateurs et membres du congrès, partant à la retraite ou démis de leurs fonctions, se voient offrir des sièges sur les conseils d'administration des grandes corporations et des grandes banques. Ce système de portes tournantes peut seulement mener à des politiques pensées en fonction des intentions politiques et financières de ceux qui en bénéficient. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui pense réellement que ces gens ont un cœur rempli de douleur et d'inquiétude pour la majorité des travailleurs et travailleuses ordinaires, les malades, les aînés, les handicapés, les chômeurs, les étudiants, les lésés et les pauvres?

Comme Stiglitz l'écrivait dans *Vanity Fair*, ces banquiers sont exactement ceux qui ont provoqué le crash financier de 2008 par leur témérité, leur incompetence et leur cupidité (regardez le documentaire primé aux Oscars, *Inside Job*, pour plus de détails). Aujourd'hui encore, à peine quelques années après avoir été secourus financièrement par l'argent des contribuables, les voici de retour avec les même vieux trucs, faisant des profits astronomiques tout en s'octroyant des bonis obscènes. Tout ceci se passe alors que ceux qui ont grandement et de manière tangible contribué aux bénéfices de la société, comme les scientifiques et les chercheurs qui ont ouvert la voie à la génétique et à l'internet et bien d'autres choses encore, sont très peu récompensés, voire muselés. En comparaison, ceux qui ont pris des risques financiers extrêmes et provoqué la crise immobilière et la misère pour une masse incalculable de gens, et qui sont responsables d'avoir conduit l'économie mondiale au bord du gouffre, continuent leurs activités comme si de rien n'était.

La démocratie américaine récompense ainsi ceux qui créent impunément et égoïstement des catastrophes économiques, mais pas ceux qui travaillent à faire évoluer la civilisation et à améliorer le sort de milliards de gens.

C'est le danger auquel nous faisons face et cela se passe à divers niveaux au sein des démocraties à travers le monde. Ne vous méprenez pas. Ces grandes corporations sont sans frontière et antidémocratiques, et elles n'arrêteront pas de corrompre les ÉU. Peu importe où et comment, le jeu en vaut la chandelle. Étant donnée leur feuille de route, peut-on vraiment s'attendre à autre chose?

On ne peut que compatir avec le peuple américain. Sur les nouveaux blogues, on peut lire de nombreux commentaires de personnes complètement désespérées, implorant de trouver des solutions pour sortir de ce cauchemar. Ils savent cependant qu'une révolution aux ÉU est quasiment impensable à cause de l'apathie généralisée, conscients que la majorité de la population a plus d'inquiétudes qu'il n'en faut pour leur famille, leur emploi (ou le manque de) et la vie quotidienne, avant de simplement considérer manifester dans la rue et réunir un nombre significatif de personnes pour essayer de changer les choses.

Il est ironique de constater que si la raison pour laquelle les Américains ont le droit de posséder des armes, c'est précisément pour leur donner la capacité de combattre un gouvernement tyrannique. Les armes ne sont que très peu utilisées contre la forme subtile de tyrannie actuellement à l'œuvre. La population est bercée par l'illusion du choix démocratique à travers les élections, alors que peu importe le parti élu, celui-ci restera redevable à Wall Street, aux corporations donatrices et aux lobbyistes. Il n'y a que très peu d'arguments qui empêchent de décrire les États-Unis comme formant, dès à présent, une oligarchie, une société dans laquelle le pouvoir est réuni dans les mains d'une élite privilégiée.

Une oligarchie n'est pas une démocratie.

Donc, les États-Unis **ne sont pas** une démocratie

Les élections présidentielles, tenues tous les quatre ans, soutenues par des campagnes coûtant des milliards de dollars et appuyées par une couverture médiatique mur à mur, ne sont rien d'autre qu'un gros spectacle mis en scène pour prolonger l'illusion de la démocratie. Et ça marche. Les riches n'ont que faire des soins de santé, des retraites, de l'éducation, de l'environnement ou quoi que ce soit d'autre. Après tout, s'ils ont besoin de ces choses, ils peuvent tout simplement se les acheter. Cependant, la population commence à comprendre et à réagir. Le mouvement Occupy Wall Street s'est répandu

rapidement à travers le pays et à d'autres nations, et continue d'exister sous une forme ou une autre. La raison de la popularité de ces manifestations est simple : les manifestants veulent vivre selon de vrais principes démocratiques et en ont assez des politiciens vendus ou corrompus. Ils savent qui tirent les ficelles et ne veulent plus de cela. Il est remarquable en soi que le mouvement Occupy soit soutenu, selon les sondages, par une majorité d'Américains. Historiquement, ce genre de mouvement prend beaucoup plus de temps à obtenir un tel soutien. L'éclosion aussi rapide de ce mouvement témoigne en vérité de la frustration que beaucoup d'Américains ressentent.

Un autre sujet qui préoccupe les Américains aujourd'hui est l'énorme base de données créée, sans aucun mandat, par la National Security Agency (NSA). Ce pouvoir de surveiller sans mandat les communications de n'importe quel citoyen a été accordé au gouvernement américain via le *Patriot Act*, une loi votée immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001. La NSA a également été autorisée à mener des écoutes d'appels téléphoniques internationaux et à lire les courriels de gens soupçonnés d'avoir un lien avec le terrorisme, tant et aussi longtemps qu'un des interlocuteurs est basé en sol américain.

Big Brother.

Un article sur cette importante affaire, détaillant les actions possiblement illégales et anticonstitutionnelles du gouvernement, a été proposé au New York Times en 2004, juste avant l'élection présidentielle lors de laquelle Georges W Bush tentait de se faire réélire. L'ancien éditeur en chef du New York Times, Bill Keller, apparemment un journaliste, a choisi de laisser de côté cet article pendant à peu près un an à la demande de la Maison Blanche, sous prétexte que sa publication aiderait les terroristes qui n'étaient pas informés du programme de la NSA.

En démocratie, une presse libre est supposée informer le public d'actions possiblement illégales provenant du gouvernement en place. La rétention de la publication de cet article jusqu'à la réélection de Bush est vraiment choquante. Keller a vraisemblablement pensé que la divulgation de ce programme de la NSA ne profiterait plus aux terroristes une fois l'élection présidentielle passée. Le New York Times est (ou était) un journal de référence. Prétendument.

Plus grave encore, considérant que le *Patriot Act* fut passé à la suite des attentats du 11 septembre et qu'il ne faisait pas partie du manifeste du Parti Républicain avant l'élection présidentielle de 2000, il n'a, à toute fin pratique, pas été approuvé par la population. Si les gens avaient été mis au courant de ce niveau d'abus de pouvoir qui résulterait de cette loi de la part du gouvernement, plusieurs d'entre eux auraient pu exprimer leur opposition dans l'urne en 2004. À cause de Bill Keller, 300 millions d'électeurs ont été privés de leurs droits.

Grand bien lui fasse, il n'est pas le seul à blâmer, puisque les représentants eux-mêmes ont malheureusement négligé de scruter à la loupe le projet de loi avant qu'il ne soit voté.

Si les ÉU avaient eu les mécanismes de base de la démocratie directe fédérale, le peuple aurait pu utiliser son droit de veto contre ce projet de la NSA bien avant qu'il ne démarre. Le peuple l'aurait peut-être même approuvé, qui sait? Un fait demeure cependant; la population d'une démocratie n'a pas eu la chance d'approuver la mise sur pied d'une telle base de données, possiblement illégale et anticonstitutionnelle, dans laquelle des informations personnelles et privées sur tous et chacun sont consignées, et cela peut conduire à des abus.

Lors de son élection en 2008, Barack Obama a fortement critiqué le programme de la NSA mis en place par Bush, amenant ses partisans à croire qu'il mettrait fin au programme quand il serait élu. Après qu'il fut bien en place à la Maison Blanche, Obama a fait volte-face, élargissant les pouvoirs de ce programme et l'a également prolongé, mettant en furie ses partisans qui lui avaient donné de l'argent et leurs votes précisément pour qu'il y mette fin.

Chaque fois qu'un politicien fait campagne sur un thème aussi important et qu'ensuite, une fois hors d'atteinte du pouvoir des électeurs, il fait exactement le contraire, la tombe de la démocratie se creuse de plus en plus profondément.

Politique étrangère

J'ai passé 33 ans et 4 mois en service militaire actif et durant cette période, j'ai passé la plupart de mon temps à jouer les gros bras pour la haute et le gros business, pour Wall Street et les banquiers. En résumé, j'étais un racketteur, un bandit du capitalisme. J'ai contribué à rendre le Mexique, et plus particulièrement Tampico, sécuritaire pour les intérêts pétroliers américains en 1914. J'ai contribué à faire d'Haïti et de Cuba des endroits décents pour que les gars de la National City Bank puissent récolter des revenus. J'ai contribué au viol d'une douzaine de républiques d'Amérique Centrale pour le compte de Wall Street. J'ai contribué à la purification du Nicaragua pour l'International Banking House des Frères Brown en 1902-1912. J'ai apporté de la lumière en République Dominicaine pour les intérêts américains de l'industrie du sucre en 1916. J'ai contribué à faire du Honduras un endroit correct pour les compagnies américaines de fruits en 1903. En Chine, en 1927, je me suis occupé que la Standard Oil puisse faire ses affaires sans être punie. Quand je regarde en arrière, j'ai dû donner quelques trucs à Al Capone. Le mieux qu'il a pu faire, c'est d'opérer son racket dans trois arrondissements. J'ai opéré sur trois continents. - Smedley D. Butler, Général dans le Corps des Marines des États-Unis (1881-1940)

On me demande souvent quelle différence cela peut-il faire si des gens meurent de la malaria dans des endroits comme le Ghana? Ça compte beaucoup. Ça compte énormément moralement. Ça compte beaucoup du...c'est dans notre intérêt national. - George W Bush, Accra, Ghana, 20 février 2008.

Il est primordial que les ÉU soient une vraie démocratie en raison simplement de son statut de super puissance et de facto d'empire (369 000 troupes stationnées dans 150 pays). Pour employer une analogie politique connue, quand les ÉU éternuent, le reste du monde attrape la grippe. L'attitude des ÉU, et par extension de ses corporations, influence directement la vie et le gagne-pain des multitudes. Si ce comportement n'est pas surveillé par l'électorat et qu'on laisse se développer ces manières antidémocratiques, des dommages incalculables peuvent être (et ont déjà été) causés.

Regardons maintenant une série d'exemples.

Depuis 1945, les ÉU ont tenté de renverser les gouvernements de plus de cinquante pays, dont plusieurs démocratiquement élus. Trente pays ont été attaqués et bombardés, causant la mort d'innombrables civils. Il est tout à fait justifié de se demander de quel droit les États-Unis pensent qu'ils peuvent mener de telles actions contre des nations souveraines. Duane Clarridge, à la tête de la CIA en Amérique Latine au début des années 80, a donné la réponse suivante en entrevue : « L'intérêt de la sécurité nationale ». Quand l'intervieweur lui a fait remarquer que les victimes n'ont pas un mot à dire dans tout ça, Clarridge a répondu : « C'est juste difficile. On va se protéger et on continuera à se protéger parce qu'à la fin,

c'est nous qui vous protégeons tous. Et ne l'oubliez pas. On interviendra chaque fois qu'on décidera qu'il en va de notre intérêt national. Et si ça ne vous plait pas, tant pis. Habituez-vous! On ne va pas supporter ces absurdités. »

Durant la dernière décennie, la politique étrangère des ÉU a été dominée par sa riposte aux attentats du 11 septembre – les guerres en Irak et en Afghanistan, et la guerre sans frontière contre le terrorisme en général. Pendant le mois du 10^e anniversaire du 9/11, un groupe d'étudiants travaillant avec la Brown University's Watson Institute for International Studies a évalué les coûts des guerres en Irak et en Afghanistan à 2,5 trillions \$ à ce jour. Ils ont estimé qu'ils atteindraient éventuellement un montant total oscillant entre 3,2 et 4 trillions \$, une somme significativement plus élevée que les chiffres donnés par l'administration Obama. Avec les intérêts à payer, ce chiffre pourrait très bien s'élever à 5 trillions \$.

Dans les jours précédant la guerre, le Pentagone avait estimé un coût final de 50 milliards \$. Quand Lawrence Lindsay, un conseiller économique de la Maison Blanche, a suggéré que son coût pourrait atteindre les 200 milliards \$, il a été congédié.

La professeure d'anthropologie Catherine Lutz, une co-directrice de l'étude de la Watson Institute, dit qu'au minimum, 250 000 personnes sont mortes dans ces conflits. C'est une estimation minimale car ce chiffre ne prend en compte que les cas de violence directe. Si on incluait les décès dus aux causes indirectes, Lutz estime que ce nombre serait plus près du million de victimes. Ces victimes ne sont pas seulement des soldats, mais également des citoyens et des entrepreneurs privés.

La plupart de ceux qui sont morts sont des civils irakiens.

Un million de morts, d'innombrables personnes amputées, gravement blessées, ou traumatisées, de vastes dommages causés aux terres, aux propriétés et aux infrastructures; et un prix avoisinant les 5 trillions \$, tel que calculé par une institution d'enseignement américaine respectée. Ces énormes chiffres ne veulent pas dire grand-chose pour la plupart des gens puisqu'il leur est impossible de les mettre en contexte pour pouvoir les comprendre. Un million ne semble plus être une très grosse somme de nos jours, tandis qu'un milliard, il y a de quoi s'étrangler. Mais un trillion? Comment pouvons-nous comprendre ce que cela veut réellement dire?

La seule façon de comprendre est de fournir une mesure d'équivalence matérielle : que pourrions-nous acheter avec un trillion \$? Pour commencer, on pourrait donner à chaque homme, chaque femme et chaque enfant habitant en Islande plus de 3 millions \$. Mis bout à bout, un trillion de billets de 1 \$ pourraient presque couvrir la distance entre la Terre et le

soleil. Cependant, étant donné la teneur de ce livre, il est plus éclairant d'appliquer cette réflexion à l'aide humanitaire.

Selon globalissues.org, par la modique somme de 6 milliards \$, une éducation de base pourrait être donnée à tous les enfants de la planète. Pour 9 milliards \$, de l'eau potable et des installations sanitaires pour tout le monde. Quand on pense au nombre de gens qui meurent de maladies causées par l'eau contaminée, c'est une farce qu'un si petit montant d'argent ne puisse être trouvé. Pour 12 milliards \$, on pourrait protéger la santé reproductive de toutes les femmes; 90% des femmes qui décèdent de complications durant la grossesse vivent dans des pays sous-développés, et plusieurs subissent des avortements dangereux. Des soins de santé et nutritionnels pourraient également être disponibles à tous pour la somme de 13 milliards \$. En tout, 40 milliards \$.

De tels chiffres provenant de groupes d'entraide devraient provoquer un certain scepticisme, puisqu'il semble problématique de mettre une valeur sur des procédures aussi complexes, et les statistiques pourraient avoir été arrangées de manière à sauver la face. Nonobstant cela, supposons que ces montants soient à moitié, ou même au quart justes, la somme n'en demeure pas moins ridicule en comparaison avec, disons, les dépenses militaires. En Europe seulement, plus de 40 milliards \$ sont dépensés chaque année pour des cigarettes, alors que plus du double de cette somme est dépensée pour de l'alcool.

Ces chiffres n'approchent à aucun temps un trillion \$, et comme nous avons pu le constater, la facture finale pour les guerres d'Irak et d'Afghanistan pourrait s'élever à 5 trillions \$. En considérant l'état de ces deux pays, nous pouvons nous poser cette question : sommes-nous devenus fous?

À moins que ne cesse cette folie, des tragédies comme celle-ci continueront : en Irak, le 15 mars 2006, pendant le raid d'une maison par les forces américaines, une famille entière, incluant les enfants, fut menottée et on leur a tiré une balle dans la tête. Philip Alston, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de l'ONU, a écrit ce qui suit dans une lettre (publiée par Wikileaks) à la Secrétaire d'État, Condoleezza Rice :

« Apparemment, quand la MNF (Forces Multinationales) s'est approchée de la maison », écrit Alston, « des coups de feu ont été tirés et une confrontation s'en est suivie avant que les soldats n'entrent dans la maison, qu'ils menotent tout le monde et qu'ils les exécutent tous. » M. Faiz Hratt Khalaf (28 ans), son épouse Sumay'ya Abdul Razzaq Khuthar (24 ans), et leurs trois enfants Hawra'a (5 ans), Aisha (3 ans) et Husam (5 mois), la mère de Faiz Mme Turkiya Majeed Ali (74 ans), sa sœur (nom inconnu), ses nièces Asma'a Ma'arouf (5

ans) et Usama Yousif Ma'arouf (3 ans), un membre de la famille en visite Mme Iqtisad Hammed Mehdi (23 ans) ont été tués durant le raid.

La lettre d'Alston mentionnait également qu'un raid aérien américain a été commandé sur la maison, probablement pour détruire les preuves, mais il a été impossible de faire les autopsies à ce moment-là. Elles ont été effectuées plus tard à la morgue de l'hôpital de Tikrit, où il fut démontré que « tous les corps ont reçu une balle dans la tête ». On a rapporté que les adultes et les enfants avaient été menottés.

Il est difficile d'accepter qu'un être humain puisse agir de la sorte. Le plus tragique est que ce genre d'incident n'est pas rare – d'autres cas ont été rapportés – mais il est difficile de corroborer certaines histoires en zone de guerre. Combien de ces incidents n'ont pas été rapportés?

Des coups de feu auraient apparemment été tirés de la maison en direction des soldats et cela les auraient stressés. Certains diront que le fermier a été mal avisé de tirer sur une troupe qui s'approchait de sa maison, mais si on se met à sa place, il est difficile de le blâmer. On était aux petites heures du matin avant que le soleil se lève – il a pu tout simplement tirer des coups de feu en l'air en guise d'avertissement afin de chasser des intrus, et il peut ne pas avoir vu qu'il s'agissait de troupes américaines.

On peut se demander pourquoi le commandant sur place a décidé d'ordonner l'exécution après être entré dans la maison et avoir constaté qu'il s'agissait d'un fermier et de sa famille, comprenant des enfants, surtout après qu'on les ait menottés et rendus dociles. On pourrait y réfléchir toute la journée et ne jamais connaître la vérité. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'il y a un fait inacceptable : si ces troupes n'avaient pas été en Irak, cette famille serait probablement vivante à l'heure qu'il est. La faute n'incombe pas uniquement aux soldats, mais également, et même plus encore, aux architectes de cette guerre qui les ont placés dans cette situation intolérable. En janvier 2003, avant que la guerre ne commence, un sondage CBS/New York Times a révélé que 63% des Américains souhaitaient que le Président Bush trouve une solution diplomatique au problème de l'Irak, alors que 31% de la population était en faveur d'une intervention militaire. Quand on pense à la campagne de « cheerleaders » en faveur d'une invasion de l'Irak menée par les principaux médias, à la campagne de peur dépourvue d'esprit critique de l'administration Bush - et maintenant démentie - (WMD, etc.), et le fait qu'une majorité d'Américains était toujours mal à l'aise avec l'idée d'abandonner une solution diplomatique, c'est tout de même remarquable.

Il appartient au lecteur de décider si ces guerres en valaient la peine, tout en l'invitant à garder à l'esprit les autres types de dépenses que nous aurions pu faire dans le même temps pour un tout petit pourcentage de leurs coûts.

Afin de prévenir l'argument consistant à dire qu'un « dictateur brutal » a été éliminé, dirigeons notre attention vers un autre dictateur avec qui les ÉU et ses alliés ont été très heureux de faire des affaires. N'oubliez pas que les ÉU ont soutenu (financièrement, politiquement et militairement) plusieurs dictateurs qui, jadis, soutenaient le même Saddam Hussein.

Islam Karimov est le dictateur de l'Ouzbékistan. Si les brutalités de Saddam Hussein ont largement été publicisées dans l'intérêt de la politique américaine, celles de Karimov ne sont pas aussi bien connues. L'Ouzbékistan est l'un des plus gros fournisseurs de gaz naturel et possède d'énormes champs de pétrole non exploités. Cette richesse matérielle, qui pourrait facilement faire de l'Ouzbékistan une puissance économique, fait l'objet d'un pillage éhonté par Karimov. Au moins, Saddam a dépensé une partie de la richesse provenant de l'exploitation du pétrole irakien dans des infrastructures. Pour sa part, Karimov s'assure de « l'approbation et de la loyauté » de son peuple avec le soutien de la police militaire. Celle-ci jouit de la liberté totale de faire ce qu'elle veut à la population, qui en retour, et vous l'aurez deviné, déteste et craint profondément Karimov.

Quiconque a la témérité de le défier finit kidnappé, torturé et/ou tué. Craig Murray, ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan, congédié après avoir condamné le régime de Karimov, a raconté l'histoire de deux hommes qu'on a fait bouillir vivant tout en ajoutant qu'il ne s'agissait pas là d'un incident isolé. Il a également fait mention du viol et de la torture systématique des détenus. Pourquoi les ÉU n'ont-ils pas éliminé Karimov comme ils l'ont fait pour Saddam Hussein?

La réponse est simple : les ÉU veulent que l'Ouzbékistan les laisse opérer une route vitale d'approvisionnement, connue sous le nom de Northern Distribution Network, afin d'entrer en Afghanistan. Les ÉU ont ainsi soutenu Saddam tant qu'ils ont eu besoin de lui, et l'ont ensuite démonisé quand il ne leur servait plus à rien. Ceci démontre qu'à chaque fois que cela leur est utile, les ÉU proclament stratégiquement des mots à la mode tels que « démocratie » et « liberté », et explique encore une fois la tolérance qu'ils peuvent avoir envers des dictateurs assassins comme Karimov.

Si les ÉU étaient véritablement sous le contrôle démocratique de son peuple, auraient-ils fait affaires avec ce régime ignoble et meurtrier? Les ÉU interfèrent par ailleurs régulièrement dans les projets de lois des autres pays. Par exemple, quand, en 2009, alors que Haïti venait de passer le projet de loi visant à augmenter le salaire minimum de 24 ¢ à 61 ¢ de l'heure, plusieurs corporations américaines se sont montrées furieuses. Ces corporations paient les travailleurs haïtiens – le peuple le plus pauvre de l'Occident qui lutte toujours pour reconstruire son pays à la suite du séisme dévastateur de 2010 - des salaires extrêmement

bas pour coudre des vêtements dans des ateliers clandestins. Un câble de Wikileaks a révélé que les corporations ont fait pression sur le Département d'État américain, qui a ensuite fait pression sur le président d'Haïti. Résultat? Le salaire minimum a été ramené à 31 ¢ de l'heure.

Ceci n'aurait jamais été porté à l'attention du grand public si Wikileaks n'avait pas sorti la nouvelle révélant au passage les agissements cachés du gouvernement américain. Habituellement, le secret est justifié pour des raisons de sécurité d'état, mais il est ici difficile de classer cette information dans cette catégorie. Encore une fois, si Wikileaks n'avait pas sorti la nouvelle, les Américains n'auraient pas été informés des méthodes utilisées par les élus, en leur nom, dans un pays si désespérément pauvre.

Démocratie?

Le réchauffement climatique est un sujet cité régulièrement par des scientifiques crédibles comme étant la plus grande menace qui nous guette. 97% des climatologues s'accordent à dire que les activités humaines sont la cause du réchauffement climatique. De nouvelles études menées récemment démontrent clairement la réalité du phénomène.

De toute évidence, les grosses compagnies énergétiques ne veulent pas en entendre parler, aussi dépensent-elles des sommes colossales dans les médias afin de créer de la confusion et de la désinformation. Elles sèment le doute, discréditent les études sur le climat et font des pressions indues sur les gouvernements américain et canadien, afin qu'ils ignorent ou diminuent leurs engagements envers les traités environnementaux. (NDLT : le 11 décembre 2011, le Canada s'est par ailleurs retiré du Protocole de Kyoto). Les changements climatiques produisent déjà leurs effets négatifs et la perte de contrôle des gouvernements du fait des lobbyistes pourrait avoir des conséquences désastreuses partout, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement qui sont moins en mesure de composer avec des désastres reliés au climat.

L'élection de Barack Obama en 2008 a apporté un vent d'espoir pour des millions de gens, non seulement aux États-Unis, mais également à travers le monde. Le Comité Norvégien du Prix Nobel, qui choisit le récipiendaire du Nobel de la Paix, a aussi été emporté par cette vague d'optimisme et lui a attribué le prestigieux prix alors qu'Obama, quelques jours avant son discours d'investiture, venait d'autoriser le déploiement de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan.

Cette euphorie s'expliquait par la fin de l'administration Bush, une administration battant des records d'impopularité nationale et internationale. Obama semblait nous faire entrer dans une nouvelle ère qui apporterait espoir, paix et fraternité. Cependant, la réalité nous a

rattrapés. Au pays, Obama a prolongé presque toutes les politiques controversées de l'administration Bush – notamment la mise sous écoute sans mandat et la persécution des dénonciateurs.

À propos des dénonciateurs, Obama a intensifié leur persécution à un degré inégalé. Certains les considèrent comme des « rats », laissant percer des secrets internes pour s'attirer une forme d'attention; la réalité est pourtant tout autre. Dans une vraie démocratie, ils devraient être protégés, et même être considérés comme des héros quand ils dénoncent des actes illégaux ou immoraux perpétrés par des gens en situation de pouvoir. Obama comme étant un Bush III ? Les similarités politiques ne concernent pas que la politique intérieure. Ainsi la CIA Special Activities Division, sous les ordres du gouvernement américain a, depuis 2004, mené plusieurs attaques de drones dans le nord du Pakistan et le long des frontières afghanes. Quand George W Bush était au pouvoir (jusqu'en 2008), il y avait eu 42 attaques, dont 33 en 2008. En 2009 seulement, il y a eu 53 attaques. Ensuite, 118 en 2010, soit plus du double de l'année précédente. Les attaques se poursuivent au même rythme actuellement.

Ces attaques ont été autorisées en vertu de la guerre contre le terrorisme. Quand l'emplacement d'une cible est confirmé, un drone est envoyé à l'endroit et une bombe est lâchée. Le vrai problème est ce que les militaires américains appellent les « dommages collatéraux ». Ce ne sont en fait que des civils malchanceux de s'être trouvés dans les parages.

Imaginez le scénario suivant : votre fille de 11 ans va dormir chez une amie qui habite un petit édifice à logements. La CIA a identifié le lieu comme cible terroriste. Un drone est envoyé et détruit tout. Malheureusement, votre fille aussi. Et son amie. Et la famille de son amie. Les médias rapportant la nouvelle le lendemain, indiqueront : « Un terroriste intermédiaire a été tué hier soir lors d'une attaque de drone. Sept autres victimes ont été rapportées. »

Et c'est tout. Comment réagiriez-vous?

Ceci n'est peut-être qu'un mauvais rêve pour quiconque habite un pays développé, mais pour ceux qui vivent dans les villages au nord-ouest du Pakistan, c'est la triste réalité. Croyez-le ou non, ces « étranges » personnes sont de vraies personnes, et comme tout le monde, elles ont des familles, des amis, des sentiments, un sens de l'humour et des espoirs. Oui, elles mangent du riz au lieu de Big Mac, et elles n'aiment peut-être pas le baseball, mais ce sont des êtres humains. La plupart du temps, il y a entre une et trente personnes qui sont tuées lors d'une attaque, mais il y a des exceptions notoires. Le 23 juin 2009, dans la ville de Makeen dans le Waziristan du Sud au Pakistan, un drone a ciblé une

procession funéraire tenue en hommage à des personnes qui avaient été tuées plus tôt dans la journée. Soixante personnes sont mortes et plusieurs rapports ont fait état de 83 victimes. La personne ciblée par cette attaque s'en est sortie indemne mais a été tuée plus tard lors d'une autre attaque. Tout comme les Occidentaux, ces étrangers sont aussi bouleversés et en colère quand on lance des bombes sur leurs enfants, au point qu'ils ont envie de se venger (ou le mot préféré des médias : *jihad*) de leurs agresseurs. Quiconque promet une revanche contre les ÉU sera, par défaut, considéré comme un terroriste, une nouvelle cible pour le prochain drone. Et la roue tourne. Continuellement.

Philip Alston, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires de l'ONU, a dit que ces actions constituent des assassinats illégaux qui violent le droit international.

L'utilité stratégique de ces attaques est sujette à caution qu'on soit d'accord ou non avec l'utilisation d'une telle arme. L'essentiel est de savoir que ce programme viole le droit international et est responsable de la mort de milliers de civils. Il est mené dans le plus grand secret et est complètement hors du contrôle de la population américaine. On pourrait avancer que les Américains peuvent s'exprimer sur le sujet quand ils sont dans l'urne, mais ce n'est tout simplement pas vrai. Les deux partis politiques (Républicains et Démocrates) se sont mis d'accord pour utiliser les drones. Pire encore, le gouvernement américain s'est même abstenu de commenter ou d'admettre l'existence du programme de drones (jusqu'à ce qu'Obama n'en fasse mention par inadvertance lors d'un clavardage en 2012). La population n'a pas son mot à dire et ne l'aura pas tant qu'elle n'aura pas le contrôle de son gouvernement.

Selon le New York Times, le Pentagone possède présentement environ 7 000 drones aériens, alors qu'il en avait un peu moins de 50 il y a dix ans. Il vient de demander au congrès américain un budget de 5 milliards \$ pour en fabriquer encore plus en 2012. Les plus récents estimés de la CIA fait état de 50 à 100 combattants d'Al-Qaïda en Afghanistan ou au Pakistan, ce qui fait au moins 70 drones pour chacun d'eux.

La vraie raison d'être de ce programme n'est pas de tuer des « terroristes ». L'étendue scandaleuse de ce projet est digne des scènes les plus cauchemardesques des films de science fiction. À l'heure actuelle, on estime qu'il y aurait 60 bases de lancement de drones en opération autour du globe et, sans aucun doute, d'autres seront ouvertes.

Ceci démontre clairement que le Pentagone a de grands projets pour son avenir militaire. Après tout, le simple fait de savoir qu'il y a une base de lancement de drones à portée d'où on se trouve a de quoi rendre obéissant la plupart des gouvernements aux demandes des ÉU, et encore mieux, sans perte de militaires. Ce scénario futuriste à la *Terminator* doit être

stoppé ici et maintenant, et la seule façon d'y arriver est de donner le pouvoir exécutif au peuple.

Alors que se développe ce projet futuriste, considérons qu'au moment où des programmes sociaux sont coupés et que la pauvreté est partout, même aux ÉU, cette dépense - et les autres dépenses du genre - est tout simplement obscène, pour ne pas dire débile. Souvenez-vous que 6 milliards \$ donneraient une éducation à tous les enfants et que 9 milliards \$ fourniraient de l'eau potable à tous. À la place, on demande 5 milliards \$ pour construire plus d'engins qui répandront la mort et la destruction sur les civils du monde entier.

Pour l'année financière 2012, le budget de base des dépenses militaires américaines destinées aux opérations d'urgence à l'étranger (l'euphémisme préféré de l'administration Obama pour signifier la *War on Terror*) était de 663,8 milliards \$. L'armée américaine est déployée dans plus de 150 pays avec, par exemple, presque 10 000 soldats au Royaume-Uni. En dehors des zones de combats, la plus grosse présence de l'armée américaine se trouve en Allemagne (autour de 54 000), au Japon (autour de 33 000) et en Corée du Sud (autour de 28 500). Selon le *Washington Post*, les Forces Spéciales Américaines sont déployées dans 75 pays, une augmentation à mettre au compte du Prix Nobel de la Paix alors qu'à la fin des années Bush, elles étaient postées dans 60 pays.

Cette folie menace la paix mondiale et la vie de gens innocents partout. L'idée d'une guerre sans fin n'est pas nouvelle; elle a été décrite dans le désormais célèbre roman de George Orwell, *1984*. Nous sommes dans cette réalité. Il n'y a rien de bon dans la guerre, à moins que vous ne soyez un fabricant d'armes ou une compagnie privée qui propose des « services » en zones de guerre (gardes du corps, sécurité, alimentation, etc.), et l'industrie de l'armement est extrêmement lucrative. Ces profits sont en partie utilisés pour acheter de l'influence sous la conduite du lobbying, et cette industrie s'assure ainsi qu'on aura toujours besoin d'armes. Ainsi va le monde.

Les gens qui paient le prix pour cette folie sont les gens ordinaires : les hommes, les femmes et les enfants qui habitent généralement des pays pauvres et qui n'ont pas les moyens de se défendre. Pire encore, ces pays sont souvent dirigés par des politiciens corrompus qui ne peuvent ou ne veulent rien faire pour défendre leurs citoyens. Les ÉU sont un contrevenant majeur, et il semble que ce soit le seul pays au monde pensant avoir le droit d'intervenir dans les affaires des autres nations, justifiant ce droit au nom de l'époque dans laquelle nous vivons (communisme, terrorisme, etc.). Les politiciens, les banquiers et les dirigeants des corporations ont prouvé maintes et maintes fois qu'ils n'ont aucun scrupule et qu'ils ne tiennent pas compte des droits humains. Ils tuent des civils, polluent l'environnement et mettent en danger la civilisation entière en travaillant contre les

changements climatiques évidents. Il y a une créature dangereuse dans les parages et elle doit être éliminée.

Depuis le 11 septembre 2001, nous avons vu ce pouvoir irresponsable construire, sans mandat, une immense base de données d'espionnage, bâtir un réseau international de transferts illégaux et de torture de prisonniers. Il a presque détruit l'économie mondiale avec des pratiques financières insouciantes, illégales et immorales. Il a engagé le pays dans deux guerres qui ont fait plus d'un million de morts dont la plupart sont des civils : pères, mères, enfants et bébés.

« Change you can believe in. »

Cette dangereuse créature ne s'éteindra pas facilement. Elle a tout l'argent, possède quasiment tous les médias et un grand nombre de politiciens. Combien de temps cela prendra-t-il avant qu'on limite aussi l'internet? Aussitôt qu'il sera démontré qu'il représente une menace crédible au statu quo, comment pouvons-nous être certains qu'il ne sera pas fermé?

Quiconque se tient debout devant l'empire est écrasé, comme il nous a été donné de le constater dans la réaction hystérique qui a suivi la révélation par Wikileaks des câbles du gouvernement américain sur la guerre en Irak. Son fondateur et porte-parole, Julian Assange, est actuellement détenu sans accusation formelle depuis plus de 500 jours et risque d'être extradé vers les États-Unis. (NDLT : le 30 mai dernier, la Cour Suprême de Grande-Bretagne a confirmé la décision d'extrader Julian Assange vers la Suède, où des allégations de viol et d'agression sexuelle sont portées contre lui).

Souvenez-vous du mouvement Occupy Wall Street, qui a d'abord été complètement ignoré par les médias traditionnels. Quand on a compris l'ampleur que prenait le mouvement, on a vite sorti le puissant rouleau compresseur de la propagande médiatique. On a présenté les manifestants comme étant de hippies, des drogués, et des gens qui n'avaient pas de projets d'avenir et j'en passe.

L'auteur de ce livre n'est pas un journaliste professionnel. Je demande donc aux journalistes de bien vouloir m'indiquer la partie du programme de formation en journalisme dans laquelle il est dit qu'ils sont supposés critiquer, insulter, juger les gens, et pervertir les événements qu'ils couvrent. Cela peut sembler vieux jeu de le dire, mais les journalistes ne sont-ils pas censés rapporter les faits de façon neutre, de fournir un portrait ou une analyse honnête et sans biais (sans omission importante d'information pertinente) de manière à informer le public?

Le mouvement Occupy, qui est un important symbole du mécontentement, est en danger de stagnation à moins qu'il n'évolue considérablement. Seuls les plus tenaces tiennent bon face à la condamnation, à la ridiculisation et à la propagande mur à mur dont ils sont l'objet de la part des médias. Et il y en a beaucoup. Les élites savent que tout le pays sera bientôt absorbé par le plus gros *reality show* au pays – les élections présidentielles. Tous les médias ignoreront les manifestations du mouvement Occupy en faveur d'une couverture des derniers développements de cette campagne qui coûtera des milliards de dollars, parlant des robes des premières dames et rapportant les analyses des discours préfabriqués par les agences de relations publiques. Seuls la violence et les coups d'éclats tape-à-l'œil orchestrés par les manifestants d'Occupy attireront leur intérêt, ce qui ne servira personne ni d'un côté ni de l'autre.

Même si le mouvement continue de se développer, ce qui se produira compte tenu de notre prise de conscience grandissante des inégalités, les seules concessions que les candidats feront alors, la main sur le cœur, seront des platitudes et des promesses de mettre la bride à Wall Street si, *et seulement si*, ils obtiennent votre vote. Une fois bien établis à la Maison Blanche, ils créeront un comité de surveillance qui ne fera rien sinon fournir au nouveau président de nouvelles armes contre les critiques qui dénoncent leur à-plat-ventrisme devant les lobbyistes et les hommes d'argent.

En d'autres termes, même les concessions les plus durement gagnées par la population ne s'avéreront être que des tactiques de basse politique pour retarder les choses, une autre distraction en quelque sorte pour dissuader les gens de manifester dans la rue. Et le statu quo continuera.

Si un vrai démocrate, une personne non assujettie à Wall Street, une personne populaire et n'ayant rien à cacher, défiait Obama à la chefferie du Parti Démocrate et proposait une plate-forme électorale (avec des promesses sérieuses et crédibles) de terminer la guerre, de couper des milliards dans les dépenses, de sortir l'argent de la politique, de fermer les bases de données de la National Security Agency, d'abolir le programme des drones, de mettre sous contrôle la CIA et le Pentagone, de restaurer les droits humains (incluant l'abolition de la détention sans accusation), de ramener la justice sociale et la transparence du gouvernement, de reverser la dérèglementation de l'industrie de la finance, de traduire en justice les responsables ayant mené le pays à la guerre et dans la crise bancaire de 2008, de faire une réforme électorale et tout ce qui pourrait conduire à la paix que le peuple réclame, Obama, ou n'importe quel Républicain, aurait alors un sérieux problème entre les mains.

Les Républicains n'ayant pas de candidat pouvant prétendre remporter l'élection, un tel démocrate pourrait en ce cas même prendre le pouvoir.

Ceci ne pourra toutefois jamais se produire car les deux partis sont contrôlés par leurs donateurs, mais ce serait une expérience intéressante parce que les médias, et tous les autres instruments de l'élite corporative qui assurent le statu quo, seraient dans l'obligation de tirer à boulets rouge sur une telle personne, avec toutes les armes dont elles disposent, comme ils l'ont fait contre le mouvement Occupy. Le monde alors serait témoin de la liquidation d'une personnalité comme il n'en a jamais vue.

Une alternative possible serait de faire campagne à titre de candidat indépendant. Avancez Matt Damon!

Il ne reste qu'une seule autre option, une seule chose qui puisse sauver la majorité des gens sains qui ne souhaitent plus de violence, de guerre, de torture, de haine et de cupidité, et qui veulent tout simplement vivre en paix, mener une vie productive avec tous les outils de la liberté sécurisés pour eux et pour leurs enfants dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme – c'est de doter le peuple de pouvoirs exécutifs légaux tel que décrit dans ce livre. Sinon, les abus et l'anarchie des corporations transnationales et des élus officiels vont certainement aggraver les choses jusqu'à atteindre le point de non retour.

Chapitre 5 – La démocratie directe

La liberté n'est jamais donnée volontairement par l'opresseur; elle doit être exigée par l'opprimé. – Martin Luther King, Jr.

Qu'est-ce que la démocratie directe et comment ça marche?

La Suisse a un système de démocratie directe, ou plus précisément, de démocratie représentative directe car elle demeure liée à des institutions plus proches d'une démocratie parlementaire.

Dit plus simplement, tous les citoyens de la Suisse ont le droit de remettre en question n'importe quelle loi votée par le parlement s'ils peuvent réunir 50 000 signatures dans les 100 jours qui suivent le dépôt de cette loi. Un vote national s'en suit et une majorité simple accepte ou rejette la loi.

Les citoyens ont même la possibilité de soumettre des amendements constitutionnels s'ils peuvent réunir 100 000 signatures dans les 18 mois. Le parlement peut alors déposer une contreproposition et les électeurs peuvent exprimer leur choix lors d'un vote national. Cependant, dans le cas d'un vote sur un amendement, la majorité double est requise; c'est-à-dire une majorité du vote populaire national ainsi qu'une majorité du vote populaire dans chacun des 26 cantons du pays.

En comparaison avec les démocraties représentatives, ce système donne au peuple suisse le droit de véto sur des lois controversées, bloquant ainsi l'abus de pouvoir et permettant à la population d'exercer un plus grand contrôle sur leur société.

La décision la plus grave que peut prendre un gouvernement est celle d'emmener son peuple en guerre. Si on avait demandé à un gouvernement d'une démocratie directe de rejoindre les forces qui ont envahi l'Irak en 2003, et avait subi pour ce faire des pressions des ÉU, le peuple aurait pu, par référendum, contrecarrer cette décision du gouvernement.

Au Royaume-Uni, l'allié le plus proche des ÉU, et dans plusieurs autres grandes villes du monde, il y a eu d'énormes manifestations contre la guerre d'Irak, et les sondages d'opinions ont démontré que la population s'y opposait massivement, mais ces voix n'ont pas été entendues par le gouvernement élu démocratiquement. Un pays qui ignore la volonté dominante de son peuple est-il vraiment démocratique?

Si on écoute les politiciens des démocraties occidentales, le droit de manifester des populations ne serait qu'un privilège et non un droit humain fondamental. Quand une

manifestation a lieu, les politiciens, invariablement, déclarent des choses comme celles-ci : « Ils sont tout de même chanceux d'avoir le droit de protester » et « Voici de quoi a l'air la démocratie – on devrait se considérer chanceux de vivre dans un pays qui permet de telle manifestation. » Le droit de protester est louable quand il se passe ailleurs, particulièrement dans les dictatures ou les sociétés quasi-démocratiques, et où il ne représente aucune menace pour le statu quo domestique (à moins qu'il représente une menace pour les intérêts corporatifs).

Cependant, quand ça se déroule à la maison, il en va tout autrement. Les politiciens et les médias pro-establishment en particulier, ont recours à la condamnation déguisée ou ouvertement déclarée. Les manifestants se font dire des choses comme « Trouvez-vous un emploi » ou « Allez prendre un bain » et « Arrêter de déranger les autres ». Tony Blair a démontré que mêmes les plus grandes manifestations dans l'histoire britannique, celles contre la guerre d'Irak, n'ont rien donné. Bref, il ne sert à rien de protester parce que les décideurs changent très rarement, voire jamais, d'idée, surtout si un lucratif contrat d'une pétrolière ou d'une corporation les attend.

Quand les sondages démontrent une énorme opposition et que les protestations massives qui en découlent ne balayent pas ces gouvernements, la démocratie est alors une fraude.

Certaines démocraties représentatives apparaissent comme fondamentalement défectueuses, au point de ne pas fonctionner comme elles le devraient. Un tel système n'est viable que si les élus travaillent honnêtement, de manière transparente, dans les intérêts du peuple, et qu'ils soient tenus responsables de leurs agissements. Si les populations envisagent sérieusement de prendre le contrôle de leur destinée, ce système défectueux doit être écarté et faire place à un système plus pragmatique, plus juste, moins dommageable et moins dangereux.

Une alternative possible consiste en la mise en place de la démocratie directe, un système dans lequel chaque population peut décider de la forme que prend son gouvernement selon sa propre culture.

L'obstacle le plus important à une telle transition vient des personnes qui détiennent aujourd'hui un pouvoir considérable du fait de la corruption et qui en retirent d'importants profits, tout en bénéficiant d'une relative immunité à l'abri d'un système démocratique brisé. Ces personnes ne tomberont qu'en criant et en donnant des coups de pieds. Vous pouvez en outre être certains qu'elles utiliseront tous les moyens en leur possession, jusqu'aux plus sordides, pour discréditer une telle réforme. La seule réponse à cette tactique est simple : toujours agir honnêtement, civilement, dignement, de manière non-violente, et ne jamais s'abaisser au niveau de ceux qui s'opposent à vous. Un engagement inébranlable à la

cause est également requis ainsi que de la persévérance sur le long terme quand on fait face aux échecs.

La première étape à franchir pour opérer cette transition est d'utiliser le seul outil accessible et gratuit : l'internet.

Comme pour tout mouvement, il est vital de réunir le plus grand nombre de gens. Un site web (ou une application qui peut être utilisée dans les médias sociaux) sera créé et tous seront éligibles d'y participer. Quiconque s'inscrit devra également demander à tous de s'inscrire.

Un nom est requis : pour les besoins de la discussion, appelons cela *L'Alliance de la démocratie directe (ADD)*.

Chaque membre aura une page de profil unique et pourra interagir avec les autres membres de la même façon que fonctionnent les médias sociaux. Des listes de contacts et des blogues seront disponibles ainsi qu'une messagerie instantanée. La vie privée y sera complètement respectée – les paramètres de confidentialité seront gérés par chaque membre. La seule donnée requise sera un surnom qui n'a pas besoin d'être en lien avec le vrai nom du membre.

Le processus d'inscription n'est que la première étape et conduira éventuellement au suffrage universel.

Il y aura un lien sur chaque page de profil. Le lien le plus important mènera vers un « forum de société » dans lequel tous les sujets seront discutés avec l'aide d'experts ou de gens qui ont des connaissances ou une expérience significative.

Les experts auront la tâche d'obtenir un consensus sur les sujets discutés, en se basant sur les recherches et les expériences d'autres experts dans le domaine. Il est clair qu'un seul et unique consensus ne sera jamais possible, ce qui est normal, puisqu'il existe plusieurs façons de régler un même problème.

Toutes les solutions consensuelles seront listées dans un format simple afin que les gens puissent voter pour leur solution préférée. Comme la plupart des gens n'aura pas le temps de lire tous les détails des discussions, les experts fourniront des résumés et des sommaires factuels concis pour chacune des solutions proposées, libres de toute rhétorique émotive, et démontrant également tous les écueils possibles de la solution (encore ici basés sur des recherches crédibles). Les électeurs seront dès lors en mesure de décider de manière éclairée.

Dans ce forum de société, tous les membres seront libres de poser des questions ou de soulever des contradictions. Les membres pourront également ouvrir de nouvelles discussions sur un sujet existant ou créer un tout nouveau sujet. Le forum utilisera le logiciel Wiki, des pages pourront être créées par quiconque le souhaite. Les commentaires des autres membres ne pourront pas tous être publiés, mais le nombre de pages et les sujets de discussion seront illimités.

En théorie, il pourrait y avoir un forum de société dans chaque nation et dans toutes les langues. Des sous-forums pour chaque état, province, comté, préfecture, ville ou village, et organisation (comme une école) pourraient être ouverts, permettant ainsi aux gens de discuter et de voter sur des sujets importants tels que : comment gérer la cupidité des corporations ou encore, comment améliorer un parc public dans une petite localité. Un forum distinct traitant de la société mondiale dans lequel des sujets internationaux et globaux pourront être débattus librement et complètement sera également créé.

Toutes les discussions dans les forums de sociétés doivent être constructives, civiles et respectueuses. N'importe quel fait apporté à la discussion doit être accompagné de sources fiables, et les attaques personnelles ne seront pas tolérées. Il est triste de constater que le discours de la politique moderne nivelle souvent par le bas, qu'il est rempli d'insultes, de rhétoriques violentes, d'hyperboles et de désinformation. De manière à discuter convenablement de ces sujets, il est essentiel que règne une ambiance d'honnêteté, de civilité, de retenue, de décorum, d'humour et de respect pour ceux qui ont des visions différentes. Ces règles seront strictement appliquées.

L'autre lien principal disponible sur la page de profil conduira à un forum général de discussions traitant de l'actualité dans la presse, ainsi que d'autres sujets plus légers comme la mode, le sport, etc. Cependant, dans le cas du sport, il pourra y avoir des sujets sérieux débattus ailleurs dans le forum de société, comme par exemple la gestion des sports nationaux ou les problèmes financiers d'une institution locale comme une équipe de hockey ou de football. D'autres sites et forums de discussions traiteront de ces sujets, mais toute discussion, quel qu'en soit le sujet, ne peut être qu'une bonne chose, qu'elle soit bonne ou non pour la démocratie.

Cependant, c'est le forum de société qui sera le pilier de la première phase de transition vers la démocratie directe. À l'aide de débats entre les membres et les experts, c'est à partir de ce site qu'on dressera un portrait exact de l'opinion publique concernant diverses questions, et qu'on y développera les solutions à apporter aux politiques gouvernementales.

Pour illustrer simplement le fonctionnement, prenons par exemple le débat sur la peine de mort. Ceci exigera un simple vote « pour » ou « contre ».

La question centrale sera de déterminer si la peine de mort devrait ou non être appliquée. Il sera également nécessaire de discuter séparément pour quels crimes elle devrait être applicable, ainsi que les cas de figure où elle ne devrait pas l'être : par exemple, les enfants, les personnes atteintes de maladie mentale, etc. Les experts seront invités à discuter des problèmes entourant la peine de mort alors que les autres membres seront invités à se joindre au débat afin de poser des questions ou de signaler des contradictions.

Enfin, un résumé neutre et concis de tous les points saillants du « pour » et du « contre » sera mis en ligne sur la page de sondages. Le résumé en faveur de la peine capitale comprendra des références sur ses valeurs dissuasives, tandis que celui contre la peine de mort attirera l'attention sur les exécutions de personnes qui ont été ultérieurement innocentées et sur des recherches fiables qui prouvent que la peine de mort ne diminue pas le taux de criminalité.

Tous les utilisateurs devront lire ces résumés avant de procéder au vote, et être avisés d'aborder le sujet sans préjugé et avec l'esprit ouvert. Comme tous les sommaires seront neutres, factuels et basés sur des recherches fiables ainsi que sur d'importants arguments apportés par les experts dans le domaine, les électeurs auront une très bonne occasion de prendre une décision éclairée sur le sujet. L'avantage de ces résumés est qu'ils proviendront directement de la source et non de médias partisans.

Ceci est largement préférable aux référendums actuels, où les électeurs sont plongés dans la confusion devant des informations contradictoires, souvent biaisées et transmises en hurlant par les ténors des deux côtés du débat. Cette information est souvent encore plus déformée par les médias partisans, communiquée de manière émotive, suscitant peur et colère. Le résultat est que les électeurs votent parfois contre leurs propres intérêts à cause d'idées faussement générées par toute cette confusion.

Des problèmes plus complexes pourront également être abordés dans le forum de société. L'abus de drogue affecte profondément et de manière destructive de nombreuses sociétés. Afin de trouver une solution réaliste à ce problème complexe, à qui devrait-on demander des conseils? Aux pharmacologues? Aux experts en toxicomanie et aux chercheurs ayant des décennies d'expérience dans le domaine ? Ou devrait-on demander aux politiciens ce que nous devons faire? D'un côté, vous obtiendriez des suggestions franches et honnêtes qui peuvent parfois être difficiles à réaliser, mais de l'autre côté, les politiciens répèteront ce que leurs conseillers en relations publiques leur dicteront afin d'être élus.

Il y a plusieurs problèmes entourant l'abus de drogue. L'un des fils de discussion pourra traiter de la criminalisation de l'usage de drogue dans la plupart des pays : un fait qui génère une quantité de difficultés.

Après de longues discussions, appuyées par des études fiables, des statistiques et des témoignages, les options pour lesquelles voter se présenteront comme suit :

Augmenter la sévérité des sentences pour tout usage de drogue;

Augmenter la sévérité des sentences pour tout usage de drogue dure;

Réduire la sévérité des sentences pour tout usage de drogue dure;

Décriminaliser l'usage de drogue douce;

Décriminaliser l'usage de toute drogue;

Aucune de ces réponses.

Et ainsi de suite.

Le nombre d'options sera déterminé par les participants, mais en théorie, il est illimité. Un modérateur s'assurera, avec le consentement des participants, d'un nombre raisonnable d'options pour lesquelles voter afin d'assurer une grande diversité de suggestions de solutions. Le membre cliquera sur chacune des options afin de lire la discussion concernant une solution en particulier. Elle inclura des arguments pour chacune des options de manière à pouvoir se forger sa propre opinion. Encore ici, des résumés des points saillants du « pour » et du « contre » seront fournis par les modérateurs et/ou autres contributeurs qualifiés.

Une fois que le membre est prêt à voter, il pourra, anonymement, cliquer dans la case de son choix et son vote sera enregistré. Un membre ne pourra voter qu'une seule fois sur un sujet de discussion, mais pourra modifier son vote s'il change d'avis plus tard.

Selon le sujet, différents portraits surgiront. Par exemple, dans le cas mentionné ci-haut, deux options pourraient obtenir le même appui populaire, dans quel cas, une nouvelle option consensuelle devra être explorée aussitôt que possible.

Avec ce système, les vastes connaissances d'un grand nombre d'experts issus de la population civile pourront être utilisées pour clarifier tous les sujets imaginables. De la

sécurité routière à l'amélioration du système d'éducation, un plan détaillé pour aborder la question de l'évasion fiscale pourra être élaboré à partir duquel un budget, qui tiendra compte des besoins sociaux, sera mis à la disposition des membres pour qu'ils en prennent connaissance. Il sera ensuite soumis au vote. La régulation des médias pourra également être discutée en détail et un plan approprié aux demandes des médias modernes sera établi.

Tous les sujets pourront être discutés et soumis simultanément au vote. Avec suffisamment de gens, une panoplie de politiques basées sur les avis des experts et des recherches, et votées par des civils, pourra être mise en place.

C'est vraiment de la politique en action. La politique est en effet un processus par lequel un groupe de personnes, voire des groupes extrêmement grands, prend des décisions collectives. Ces décisions, dans une véritable démocratie, devraient naître autant que possible d'un consensus. Dans les démocraties représentatives, des décisions sont prises, ou des politiques sont adoptées, sans le consentement de la population et peuvent profiter uniquement à des intérêts particuliers ou avoir un effet négatif sur la société.

Si un nombre suffisamment important de personnes participent au vote, les politiciens devront alors tenir compte des souhaits émis par la population. Plus il y aura de participants et plus ceux-ci seront sérieusement écoutés, jusqu'à devenir un organe crédible d'opinion publique : un gouvernement populaire virtuel. Ceci rendrait la tâche très difficile à tout politicien ou à toute autre figure au pouvoir d'aller à l'encontre de la volonté exprimée par le peuple.

Le système de gouvernement populaire virtuel que nous venons d'évoquer a pourtant ses limites. Les élus seraient toujours en mesure de faire valoir qu'ils ont été élus par un processus « démocratique », même si nous savons tous que ce processus est loin d'être vraiment démocratique. Ils pourraient considérer qu'un tel gouvernement en ligne n'a rien de contraignant et seront tentés de l'ignorer.

Ceci nous amène à la deuxième étape.

Dans une démocratie, tous les citoyens (sauf quelques exceptions) sont éligibles à se présenter à une élection. Si les représentants du gouvernement en place continuent d'ignorer, de manière néfaste pour la société, la volonté du gouvernement virtuel décrit plus haut, il n'y a rien qui empêcherait un individu associé ou nommé par les membres du forum de société de se porter candidat.

L'Alliance de la Démocratie Directe pourrait elle-même être un parti politique qui existe pour une seule et unique raison : apporter des réformes constitutionnelles qui permettraient de faire naître une forme de vraie démocratie directe. Une fois ce but atteint, le parti pourrait se dissoudre.

Il peut sembler ironique et contreproductif pour un mouvement si diamétralement opposé au système des partis politiques classiques d'en former un lui-même (Le Parti de l'Alliance de la Démocratie Directe – PADD), mais ceci est inévitable puisque c'est actuellement le seul moyen de prendre le pouvoir. En d'autres termes, ce serait un mal nécessaire, mais temporaire.

Les candidats, des personnalités hautement respectées dans chacune des communautés, pourraient se présenter dans toutes les circonscriptions avec un manifeste reprenant exactement les politiques que les électeurs demandent. Ceci aurait l'effet bonifiant de faire évoluer les positions politiques des candidats des autres partis traditionnels vers celles du manifeste du gouvernement du peuple, et pourrait même conduire à faire élire un candidat du PADD. En théorie, si le mouvement obtient l'adhésion du peuple, le PADD pourra prendre le pouvoir dans un pays, ou obtenir assez de pouvoir pour influencer un gouvernement de coalition vers de réelles réformes électorales, et pourrait enclencher la mise en place d'une forme de démocratie directe.

Il est important d'insister sur le but ultime du PADD : celui de promulguer une réforme électorale qui instaure une démocratie directe et dont le manifeste ne serait pas utilisé dans le sens traditionnel d'un programme de parti, puisqu'il se dissoudrait aussitôt la démocratie directe installée. Le manifeste servirait simplement de guide aux électeurs afin qu'ils puissent comprendre quelles sont les politiques que la population a choisies.

Pour les sociétés les plus rétives à favoriser un tel changement, la forme la plus modérée de démocratie directe (qui existe présentement en Suisse – où le peuple a seulement un droit de veto sur les actions du gouvernement ainsi que le pouvoir de proposer de nouvelles lois ou d'initier des amendements) pourrait être adoptée comme mesure minimum, tout en conservant une forme existante de démocratie représentative. Ce type de démocratie directe a servi au début de 2012 dans l'état du Wisconsin où le peuple a recueilli suffisamment de signatures pour initier un processus de destitution d'un gouverneur contesté.

Ces buts sont atteignables si suffisamment de gens s'y engagent. L'autre alternative est de laisser notre monde aux mains des milliardaires, des banques et des corporations qui ont largement démontré qu'ils ne se souciaient pas de la justice sociale ou de la pauvreté, et dans les mains des politiciens qui sont facilement vendus et qui le resteront.

Chapitre 6 : Les problèmes avec la démocratie directe

Le meilleur argument contre la démocratie est une conversation de cinq minutes avec l'électeur moyen. – Winston Churchill

Pour qu'une démocratie directe fonctionne, la population doit s'engager et s'intéresser au processus. Pour que cela se produise, le système a besoin que les médias posent un regard minutieux, honnête et intéressé, insufflant ainsi enthousiasme et crédibilité dans l'idée d'une prise en main directe des problèmes politiques et sociaux. Il va sans dire qu'ils seront poussés à présenter la face négative du projet, mais une telle attitude devra être confrontée avec énergie. La Suisse, une société stable et paisible avec une économie forte, a démontré que la démocratie directe fonctionne et cela, personne ne peut le nier.

Éducation

Un des obstacles que rencontre l'implantation d'un tel système est l'éducation. Dit simplement : est-ce que les gens ordinaires sont trop ignorants pour prendre en main une gouvernance? Il y en a certainement beaucoup qui manquent de compréhension de certains sujets ou dont la vision est biaisée par l'ignorance des faits, sans oublier le biais des médias. Il est donc essentiel que ceux qui s'engagent dans les discussions gardent un esprit ouvert quand ils lisent ce que les autres ont à dire. C'est d'ailleurs pourquoi il est essentiel que le débat soit calme, respectueux et fondé sur des faits et des sources fiables entre experts et gens bien informés. Cela permet de fournir une vision d'ensemble équilibrée comprenant toutes les options, donnant ainsi la chance à tous ceux qui ne sont pas familiers avec les sujets d'en apprendre d'avantage sans que des hurlements partisans provenant de tous les côtés viennent créer une distorsion.

Un des arguments qu'on peut avancer contre le sophisme « les gens ordinaires sont idiots » est le suivant : dans plusieurs pays, des citoyens ordinaires participent chaque jour à des jurés. Ces gens, choisis au hasard dans la communauté, sont investis d'une des choses les plus importantes que la société puisse faire – décider s'ils doivent ou non retirer la liberté à un accusé. Plusieurs cas sont extrêmement complexes et, malgré tout, nous faisons confiance à des gens ordinaires pour faire ce travail. Très peu d'entre eux remettent en question cet état de fait. Si on peut leur faire confiance pour décider de la culpabilité ou de l'innocence d'un parfait étranger, on peut assurément leur faire confiance pour prendre une part active aux décisions concernant leur société.

En Islande, en juillet 2011, un groupe de 25 citoyens ont présenté un projet de nouvelle constitution au parlement. Ils ont complété leur travail avec l'aide de centaines de bénévoles en ligne. Un avocat qui a aidé le groupe avec leur projet a dit : « J'ai appris qu'on pouvait

faire confiance aux gens. Nous avons tout mis en ligne et avons fait l'effort de lire, d'écouter et de comprendre ce que les citoyens ont exprimé. Je pense que cela a fait une énorme différence dans notre travail. Ceci a rendu de facto notre projet bien meilleur. »

La nouvelle constitution a, en partie, provoqué l'émergence d'un nouveau mouvement social chez les Islandais, bien déterminés à ne pas laisser la crise économique de 2008 se reproduire – la population exigeant un rôle décisif afin de pouvoir déterminer et contrôler leur société.

En Angleterre, le même argument au sujet des citoyens trop ignorants pour contribuer à la refonte de la société a été avancé quand seuls les riches et la haute société avaient le droit de vote. C'était avant l'instauration du suffrage universel. Aujourd'hui, il n'y a plus grand monde pour servir cet argument, mais il est désolant de constater que le même snobisme subsiste toujours.

Le sujet de l'éducation est crucial. C'est un fait que l'éducation, ou plus précisément le manque d'éducation, est la cause principale de plusieurs, sinon de tous les problèmes que rencontrent les sociétés du monde. L'éducation donne la possibilité aux gens de prendre leur vie en main, en leur offrant de meilleures chances de trouver un emploi, d'échapper au cycle de la pauvreté et d'utiliser leurs connaissances pour améliorer leurs communautés.

Malheureusement, on constate cette tendance dans quelques démocraties visant à faire de l'éducation, particulièrement celle de niveau universitaire, une industrie profitable. Dans une large mesure, cette tendance tendra à exclure les pauvres qui, on le comprend, seront réticents à emprunter de grosses sommes d'argent afin d'obtenir une formation, particulièrement à une époque où même un diplôme ne garantit pas un bon emploi. In fine, cette tendance tend à abrutir la population et à réduire la curiosité intellectuelle. Si le public en général risque d'être moins éduqué ou informé; de puissants politiciens, dont plusieurs détiennent un grand pouvoir sur les programmes d'études et les méthodes d'enseignement, n'en sont pas non plus immunisés.

Prenons à titre d'exemple cet échange entre Rick Perry, Gouverneur du Texas, alors en tournée pour la course à la chefferie du Parti Républicain en 2011, en vue des prochaines présidentielles américaines, et un jeune garçon emmené au rallye par sa mère :

Perry : Ta mère me pose des questions au sujet de l'évolution et, tu sais, ce n'est qu'une théorie et il y a des trous dedans. Au Texas, nous enseignons les deux théories dans les écoles publiques : le créationnisme et la théorie de l'évolution. Parce que j'imagine que tu es assez intelligent pour savoir laquelle est la bonne.

Le garçon avait demandé plus tôt : *Quel âge pensez-vous qu'a la Terre?*

Perry : *Tu sais quoi? Je n'en ai aucune idée. Je sais qu'elle est très vieille. Donc ça remonte à très très longtemps. Je ne suis pas certain que quelqu'un sait vraiment combien long (sic) a la Terre.*

Un tel étalage d'ignorance, qu'il soit feint ou non, ne serait pas acceptable chez un enfant de treize ans, alors imaginez pour le gouverneur d'un puissant état.

Un manque d'éducation mène directement à une moindre appréciation et compréhension des problèmes auxquels la société est confrontée. C'est extrêmement destructeur : une importante quantité de talents se trouve non seulement perdue, mais en plus, les personnes qui sont au pouvoir ont toute la latitude pour distraire la population et se tirer indemne d'actes antidémocratiques générant injustices et inégalités.

Pour contrer cela, la création d'un système d'éducation gratuit en ligne est proposée. Des cours sur tous les sujets et dans tous les domaines, fondés sur les programmes d'études actuels et pour tous les cycles d'études, seraient disponibles par le truchement du logiciel Wiki. Ce système serait directement lié à la page de profil du membre tel qu'expliqué dans le chapitre précédent.

Dans un effort collectif, ces cours seraient créés par des bénévoles de partout à travers le monde, (en appliquant le même fonctionnement que le site populaire Wikipédia). Ces cours comprendraient des modules, des vidéos, des leçons, des graphiques, des logiciels, des tutoriels et tout ce qu'offrent actuellement les universités. Des projets similaires en ligne existent déjà, notamment Wikiversity, une des multiples particularités de Wikipédia. Cependant, des cours obligatoires pour l'obtention de qualifications accréditées seront exigés de manière à donner à quiconque ayant un accès internet (au début) la chance d'avoir une éducation gratuite et une attestation valide à la fin du cours.

Ce projet d'éducation inclurait également des cours dans tous les domaines non académiques imaginables, comme l'entraînement canin ou la cuisine végétarienne et plus encore. Encore une fois, des citoyens en seraient les créateurs.

L'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme établit que « Toute personne a le droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. »

Étendons ce principe à tous les niveaux d'éducation de manière à ce que chaque personne ait une chance d'obtenir des qualifications décentes, en plus d'avoir accès à des informations utiles et gratuites qui sont d'une grande utilité dans la vie de tous les jours.

Ce projet d'éducation est une idée angulaire. Il permettrait aux plus pauvres de pouvoir étudier et acquérir des compétences significatives, et ferait la démonstration que les citoyens ordinaires peuvent outre passer les autorités en ce qui concerne l'éducation ou leur bien-être en général sans pour autant acquitter d'onéreux frais de scolarité.

Des citoyens ordinaires ont créé le projet Wikipédia; ces mêmes généreux bénévoles pourraient maintenant mettre des énergies à créer quelque chose qui pourrait bénéficier à un plus grand nombre encore.

Les médias

Un média neutre, compétent, informatif et honnête est absolument essentiel dans une réelle démocratie. Il est, à cet égard, primordial que les journalistes conservent une distance professionnelle vis-à-vis des représentants du gouvernement et des corporations. Si cette règle de déontologie n'est pas respectée, des relations personnelles peuvent alors se nouer et entraîner des effets désastreux sur la notion de transparence et sur le simple droit du public à être informé des faits et gestes posés en son nom et avec l'argent de ses impôts. Malheureusement, et inévitablement, certains journalistes appartenant à d'importants organes de presse semblent actuellement plus soucieux de se faire inviter au siège du pouvoir et aux cocktails que de faire leur travail et de tenir les élus responsables de leurs actions.

Au Royaume-Uni, l'enquête Leveson 2011-12 au sujet des écoutes téléphoniques par les tabloïds a été un film d'horreurs. Les gestes dégoûtants des paparazzis ont été dévoilés en détail. À titre d'exemple, des éditeurs et des patrons de tabloïds ont craché au visage de célébrités afin de provoquer une réaction violente de leur part, qui fut ensuite captée sur vidéo pour en faire des histoires juteuses.

La couverture des médias modernes est implacablement dirigée par l'augmentation du lectorat et de l'audimat dans le seul but de fournir une clientèle toujours plus nombreuse aux annonceurs. C'est pour cette raison que les drames préfabriqués, les reportages dramatiques, l'exagération et les mises en exergue des belles émotions humaines dans des contextes dramatiques sont monnaie courante. Rappelons, à titre d'exemple, l'intérêt populaire massif pour l'histoire du bébé qui a été sauvé des décombres lors du séisme d'octobre 2011 en Turquie. Cette actualité, sans aucun doute merveilleuse, laissait pourtant de côté, au même moment, un nombre incalculable de bébés n'ayant pas eu cette chance.

La mort de Steve Job, PDG d'Apple, nous a apporté, jour après jour, son lot de louanges pour cet homme marginal ayant abandonné ses études, et qui envisageait étudier dans un autre domaine, ce qui, par chance, l'a grandement aidé dans sa carrière de designer d'appareils informatiques. Même s'il s'agit d'une belle leçon de vie, un enfant n'a pas à suivre aveuglément cette sagesse conventionnelle; ce genre de morale ne tient pas compte du fait que la plupart des décrocheurs ne deviendront pas des milliardaires célèbres.

Des histoires comme celles-ci biaisent la réalité et donnent la fausse impression que n'importe qui peut être le prochain Steve Job. À strictement parler, c'est juste, mais ceci ne saurait concerner qu'une petite poignée de gens dans une génération.

Le rêve américain.

Encore plus frappant, tel que mentionné au chapitre 2, des journaux et des chaînes câblées de nouvelles en continue endossent ouvertement des partis politiques ou des candidats. Ces médias passent ensuite à l'action en diffusant de faux articles et des fausses histoires qui avantagent leur candidat tout en s'affairant à détruire la crédibilité de l'opposition. Ils manipulent également la réalité et créent de la confusion.

En outre, lorsqu'il y a des débats télévisés à propos de sujets sérieux, chaque parti dispose d'une période de temps limitée. Les « discussions » s'apparentent alors la plupart du temps à une enfilade de phrases préfabriquées et de rengaines que les auditeurs retiendront, lorsqu'elles ne dégènerent pas carrément en prise de becs et en échanges d'insultes. Cette télévision dite de divertissement ne rend aucunement justice aux problèmes complexes qui demandent une réflexion plus profonde et plus sobre.

Nous savons tous maintenant que ces messages clés diffusés par les médias, surtout quand ils sont répétés ad nauseum, influencent grandement les opinions et les croyances du public qui se fie de plus en plus sur ces « rengaines » pour obtenir des informations et se faire une idée sur le monde qui les entoure.

Il est déplorable qu'il soit permis à un média de prendre position politiquement. Dans une démocratie, une des fonctions vitales des médias devrait être de contribuer à l'éducation de la population – à l'aide de faits basés sur des consensus, complétés par des experts et des scientifiques crédibles - afin qu'elle puisse faire des choix éclairés pour la société.

C'est pour toutes ces raisons, et de manière à fonctionner convenablement, qu'une démocratie directe doit imposer des amendes prohibitives ou d'autres mesures punitives à tout média dont on a fait la preuve qu'il ment, qu'il déforme la vérité ou qu'il diffuse une information sans source crédible; un média qui brise les principes journalistiques de base.

L'omission d'une information vitale doit également être punie puisque cela peut avoir un effet aussi dévastateur que le mensonge.

Les journalistes et autres figures médiatiques (même les blogueurs) pourraient, par exemple, se voir remettre une accréditation qui leur serait retirée s'ils sont trouvés coupables d'avoir menti ou d'avoir délibérément trompé le public. Puisque mentir au public est une attaque frontale à la démocratie, les sanctions devraient être sévères. Dans un tel système, des journalistes comme Judith Miller du New York Times, grande promotrice de la guerre d'Irak et de la thèse de l'existence d'armes de destruction massive, n'aurait plus la possibilité d'influencer le public sur les raisons d'aller en guerre comme elle l'a fait dans ses articles. Plus encore maintenant qu'on a découvert que ces articles étaient biaisés et même complètement faux. L'administration Bush s'est même servie de ses publications à la Une comme preuves que Saddam Hussein devait être éliminé. Elle écrit toujours encore aujourd'hui.

Le but n'est pas de supprimer l'information. Bien au contraire. Un maximum d'information est souhaitable, mais il s'agit ici de s'assurer que des éléments néfastes n'aient plus la possibilité d'influencer le libre arbitre du peuple en démocratie. Des événements comme le scandale des écoutes téléphoniques de l'International News ont démontré ce qui se passe quand un média perd totalement le contrôle.

Sociétés divisées

C'est bien connu que dans diverses sociétés, les opinions et les cultures des gens dans chaque état sont manifestement différentes et dans certains cas, voire irréconciliables. Prenons par exemple la Thaïlande où le pays est nettement divisé entre deux points de vue très divergents : celui des citadins et celui des paysans. Quand des gens de deux ou plusieurs religions ou idéologies coexistent, de sérieux problèmes, incluant la violence, peuvent surgir.

Chaque société est unique et les solutions aux problèmes, que ce soit via la démocratie directe ou non, seront forcément uniques aussi. Une solution proposée est d'offrir à chaque état ou groupe beaucoup d'autonomie concernant leur mode de vie, comme c'est le cas pour les cantons suisses. Quelque soit la solution, la réunion de gens qui discutent sérieusement et de manière constructive des problèmes ne peut être qu'une bonne chose; en tout cas, certainement meilleure que l'emploi de tactiques répressives d'un régime envers un autre pour imposer sa vision à ceux qui n'y adhèrent pas, comme cela peut se produire dans des pays possédant deux ou plusieurs cultures ou religions différentes.

Sécurité

Il est vrai que les expériences passées de démocratie directe ont échoué, mais il peut y avoir plusieurs raisons à cela. Le Direct Democratic Party de Nouvelle-Zélande a existé de 2005 à 2009, en partie en réaction à la crise bancaire et à la croissance de la dette nationale. Trente deux membres du parti se sont portés candidats à l'élection de 2005 mais n'ont obtenu que 782 voix, soit 0,03% de l'électorat. Cet échec peut être dû à un manque de reconnaissance (et à un désintéressement de la part des médias) des candidats et du parti, ainsi qu'un manque de confiance envers une option politique aussi nouvelle et radicale.

À cette époque, trois ans avant la crise financière de 2008, les craintes de la population concernant l'économie nationale et mondiale n'étaient pas aussi répandues qu'elles le sont actuellement. De plus, la Nouvelle-Zélande fonctionne très bien dans une démocratie représentative et la majorité de la population n'a peut-être pas senti le besoin d'un changement.

Il existe d'autres partis prônant la démocratie directe dans des pays comme la République Tchèque, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni.

C'est le cas également aux ÉU, non pas au niveau du système fédéral, mais dans plusieurs états qui se sont dotés de principes de démocratie directe, incluant la possibilité de destituer des élus indésirables.

Le mouvement de démocratie directe est bien implanté et grandit, mais il a besoin du nombre et de l'attention sérieuse des médias pour fleurir.

Est-ce que ça peut marcher?

La Suisse prouve que oui. Plus important encore cependant, il est essentiel de bien examiner pourquoi nous devons la faire fonctionner.

L'indice de démocratie est une mesure qui évalue le fonctionnement d'une société démocratique basé sur cinq critères (ou catégories) : les libertés civiles, la participation politique, le processus électoral, le fonctionnement du gouvernement et la culture politique.

Le classement 2010 de l'indice de démocratie :

- Norvège
- Islande
- Danemark
- Suède
- Nouvelle-Zélande
- Australie
- Finlande
- Suisse
- Canada
- Pays-Bas

L'indice de développement humain est une statistique utilisée pour classer les pays selon des mesures comparatives d'alphabétisation, d'espérance de vie, de standard de vie et d'éducation.

Le classement 2010 de l'indice de développement humain :

- Norvège
- Australie
- Nouvelle-Zélande
- États-Unis
- Irlande
- Liechtenstein
- Pays-Bas
- Canada
- Suède
- Allemagne

Comme on peut le constater dans cette simple comparaison, il y a six noms qui se répètent dans ces deux Top 10, suggérant une étroite et significative relation entre des démocraties transparentes et fonctionnelles, et les standards élevés de vie et de développement.

Si nous ajoutons des indices de santé et d'éducation, plusieurs de ces pays apparaîtraient également dans le Top 10. Fait intéressant : dans la première liste, les ÉU sont les grands perdants, passant de la 4^e à la 12^e position.

Ceci démontre très clairement que plus un pays est ouvert, transparent et véritablement démocratique, meilleure est la qualité de vie en termes concrets pour la population en général : espérance de vie, éducation, santé, sécurité, etc.

Pour cette simple et unique raison, les peuples habitant des démocraties n'ayant que le nom et qui sont dangereusement influencées par des intérêts spéciaux, doivent reprendre le contrôle de leur nation.

Qui s'en préoccupe?

Le pire ennemi d'une nouvelle société (ou de n'importe quel nouveau système) est l'indifférence. Faites-en le constat autour de vous dans les bars, les cafés et les bureaux. Vous pouvez entendre des gens absorbés par leurs problèmes personnels, leur boulot, le sport et leurs loisirs. Très peu d'entre eux passent des heures à réfléchir à des problèmes comme l'esclavage moderne, l'extrême pauvreté et les autres problèmes sérieux à moins d'en être directement affectés. C'est la nature humaine et elle ne risque pas de changer.

Cependant, il y a des raisons d'être optimiste en ce moment. L'ère de l'internet a conduit à l'éveil des populations – les gens n'acceptent plus sans broncher ce que les politiciens, les figures publiques et autres pontes des médias, leur disent. Il est maintenant beaucoup plus facile de comprendre ce qui se passe en quelques clics de souris. Ceux qui souffrent des mesures d'austérité imposées dans des pays accablés par une grave dette nationale commencent à sentir le « pincement » et se mettent à réfléchir à ce qui peut être fait.

Le mouvement Occupy et le mouvement étudiant québécois en sont de beaux exemples qui ont réussi à capter l'imagination du monde entier. Si cette colère et cette indignation peuvent être montrées au grand jour et que les populations acquièrent, par la même occasion, une forme de pouvoir par le truchement d'une démocratie directe, les partisans du statu quo n'y pourront pas grand-chose.

L'autre option est de continuer à organiser des manifestations jusqu'à ce que l'état soit forcé d'agir en utilisant les forces policières, menant à de probables violences et ce, sans aucune garantie qu'à long terme un système plus juste ne se mette en place.

Quelle est la différence?

Une des critiques qui revient le plus souvent au sujet de la démocratie directe est l'idée que si l'on donne le pouvoir aux citoyens ordinaires de former les sociétés, cela conduira inévitablement au même problème que nous avons actuellement avec les démocraties représentatives; à savoir que nous aurons toujours besoin de représentants officiels pour prendre des décisions et qu'ultimement, ils agiront de la même façon que ceux qui sont présentement au pouvoir.

C'est une idée fausse. La démocratie directe demande simplement aux gens de voter et c'est tout. Les représentants officiels du gouvernement ne seront que des délégués de la volonté du peuple. Tout représentant officiel dévoyé sera immédiatement démis de ses fonctions lors d'un vote populaire, et toute loi injuste et impopulaire fera l'objet d'un référendum.

Inconvénient

L'idée selon laquelle demander au peuple de voter à tout moment exige à la fois un temps considérable et cause des inconvénients est également fausse. En réalité, dans la démocratie directe représentative, les représentants officiels mandatés pour gouverner seront au fait des politiques que la population demande, puisqu'elles seront établies selon les sondages d'opinions disponibles en ligne dans le site internet du gouvernement. Ils pourront les implanter sans avoir à retourner vers la population pour plus d'apport.

Cependant, toute nouvelle loi sera soumise au vote et ratifiée éventuellement par la population.

Une suggestion : un vote national pour toutes les lois en suspend pourrait être organisé tous les six mois. Ce jour de scrutin pourrait très bien être un jour férié célébrant la démocratie. Il existe des congés fériés pour célébrer des fêtes religieuses, alors pourquoi ne pas les permettre également pour quelque chose d'aussi important et à la base même de nos sociétés?

Pendez-les haut et court

Chaque fois qu'un crime particulièrement haineux secoue une nation, il y a de plus en plus d'appels pour que les sentences les plus strictes, voire même la peine de mort, soient prononcées, sans se demander si cela est efficace ou non. Ceci reflète encore le désir basement humain de vengeance et de justice réciproque. Ce phénomène ne se limite pas uniquement aux crimes les plus sérieux comme le meurtre. Au lendemain des émeutes de Londres en 2011, il y a eu plusieurs appels lancés de la part du gouvernement et de certains médias pour qu'on retire aux émeutiers leurs avantages et qu'ils n'aient plus accès aux logements sociaux.

Derrière le fait de vouloir retirer des privilèges à des gens sans revenus, de les jeter à la rue en créant ainsi plus de criminalité, il y a ce lamentable désir de voir quelqu'un souffrir des conséquences de ses gestes. On évite alors de se demander si cette personne n'a pas déjà largement souffert dans sa vie ou si elle souffre actuellement de sa situation.

Concernant la démocratie directe, chaque fois qu'un crime est commis ou qu'un évènement majeur se produit, on se demande souvent s'il y aura alors d'interminables campagnes et des appels au vote pour réinstaurer la peine de mort ou des mesures plus draconiennes pour contrôler la criminalité, en dépit des analyses des criminologues.

Dans le site britannique E-petition, un peu moins de 26 000 personnes (au moment d'écrire ces lignes) ont signé la motion de réinstaurer la peine de mort. On est très loin des 100 000 signatures requises pour que le parlement considère même débattre du sujet.

L'image d'une démocratie directe contrôlée par des foules déchainées prêtes à guillotiner et à envoyer les sorcières au bûcher est, comme on peut le constater, tout simplement fausse. Un exemple pertinent : la Suisse, qui pratique une forme de démocratie directe, ne semble pas souffrir d'un excès de sorcières brûlées vives.

Permettez une dernière suggestion sur le sujet : il serait sage de prescrire un délai de réflexion d'une période minimale de trois mois avant que ne soit discutée dans le forum de société, ou votée, une législation concernant un évènement important. Ceci permettrait de calmer les esprits et de permettre de réfléchir aux événements à tête froide.

51% versus 49%

Imaginez que 49% d'une population pratique une religion et que 51% en pratique une autre. Dans un exemple extrême comme celui-ci, presque la moitié de la population souffrirait grandement de se faire constamment imposer la volonté de l'autre « légère » majorité.

Voilà autre exemple cauchemardesque fréquemment soulevé par les opposants de la démocratie directe. Ceci brouille encore une fois la réalité. Premièrement, la démocratie directe fonctionne à son meilleur avec des consensus et non des votes majoritaires. Tout le monde vient à la table de discussion en sachant que personne ne sera jamais complètement satisfait et que chacun devra obligatoirement faire des compromis.

Chaque société est toujours ultimement gouvernée par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ou sa propre chartre des droits et libertés. C'est donc dire que, même dans des cas extrêmes comme celui présenté ici, n'importe quelle minorité aurait toujours le droit de vivre sa vie librement sans avoir peur que la majorité interfère, et aucune oppression ou discrimination ne serait tolérée selon la loi.

La justification du système

Il y a une tendance chez les gens à défendre et maintenir le statu quo, même si cela va à l'encontre de leurs propres intérêts. Ce phénomène, « la justification du système », est bien connu en psychologie sociale, et n'importe quelle manœuvre amorcée afin d'installer une démocratie directe se buterait plusieurs fois à cette dernière.

Cependant, comme nous pouvons le constater avec l'énorme vague de colère et de protestations contre les inégalités, le moment est plus propice que jamais pour traiter du problème alors que des gens de tous les âges et de tous les horizons partout autour du monde se réunissent pour débattre de l'état actuel des choses.

Est-ce que l'implantation d'une démocratie directe se fera en douceur? Non. Y aura-t-il des situations imprévues? Oui. Mais nous n'avons qu'à regarder le système actuel et ce qu'il nous a apporté : des banques et des corporations qui foncent dans le mur à toute allure et se placent au-dessus des lois, agissant illégalement et causant de la pauvreté et de la misère pour des millions de personnes avec la crise de 2008. C'est maintenant devenu une crise de la dette qui met toute l'Europe et l'Amérique en péril. Des milliards de personnes vivent dans la famine et la pauvreté, des millions de gens sont en esclavage, et les entreprises criminelles font des milliards de dollars sur le dos de la misère humaine. Les inégalités sont hors de proportion et il n'y a aucun signe d'amélioration.

Les peuples seront obligés d'endurer des leaders nationaux comme Silvio Berlusconi, George W Bush, qui n'ont pas besoin d'être présentés, et Vladimir Poutine qui se met frauduleusement en scène lors de séances de photos mettant en valeur son image de macho. De tels leaders, qui détiennent des pouvoirs disproportionnés sur la vie de millions de gens, utilisent (ou ont utilisé) des mensonges afin de faire leur promotion et de maintenir leur popularité dans l'opinion publique.

Si ce système que nous acceptons actuellement a permis que cela se produise, il est temps que nous essayions autre chose. Si les gens ordinaires avaient eu la responsabilité de régler la crise de 2008, chaque banquier coupable serait présentement derrière les barreaux. Où sont-ils présentement? Si les gens ordinaires étaient aux responsabilités, la volonté politique qui mettrait en priorité les questions sociales et humanitaires, plutôt que les questions financières, militaires ou stratégiques, serait dominante.

Voici venu le temps de la démocratie directe.

Chapitre 7 : Le mot de la fin

Il existe une chose plus puissante que toutes les armées du monde, c'est une idée dont l'heure est venue – Victor Hugo

À l'aide de nombreux exemples, il a été établi dans ce livre que le monde abonde d'inégalités, d'injustices, de pauvreté, de crimes et de manque de vraie démocratie. Les exemples avancés représentent un minuscule pourcentage de tous les problèmes auxquels font face des milliards de gens partout dans le monde : des petites injustices de la vie quotidienne jusqu'aux préjudices les plus graves où il est question de vie, de liberté et de mort. Des articles détaillant les abus choquants de nos élites sont publiés tous les jours dans les médias du monde.

La volonté politique exigée pour aborder de tels problèmes ne viendra pas des gouvernements, et encore moins des Nations Unies, qui ont fatalement les mains liées. Les louables organismes de bienfaisance travaillent inlassablement, mais même elles n'ont aucune chance de régler des problèmes de cette ampleur. Quand des catastrophes naturelles se produisent, des millions de gens épris de compassion donnent généreusement de l'argent pour venir en aide, mais la réalité est qu'une grosse part de cet argent sert à payer les énormes salaires des consultants ou des frais de transports. Jeter de l'argent sur les problèmes ne suffit tout simplement pas.

La raison en est fort simple : l'argent peut soulager les symptômes pendant un moment, mais ne s'adresse aucunement aux racines du problème. Les racines du problème sont invariablement de nature sociale. Donc des changements fondamentaux et radicaux sont exigés de manière à les régler.

Les nations aux prises avec des problèmes de pauvreté et de corruption ont vraiment besoin d'une vraie démocratie directe, incluant la pleine imputabilité et la pleine transparence, ainsi qu'une adhésion infaillible aux processus et aux règles de la loi, basée sur des principes fondamentaux tels que ceux enchâssés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Le simple fait que les pays qui ont les meilleurs systèmes d'éducation et de santé soient des démocraties représentatives fortes constitue un argument irréfutable en faveur de la démocratie.

Si quelques nations arrivent à démontrer la viabilité de la démocratie directe, des millions de gens partout dans le monde verront alors qu'ils peuvent en faire autant. Qu'ils peuvent le faire légalement et sans violence, en commençant par former un gouvernement populaire en ligne et ensuite, si nécessaire, en établissant des partis politiques, et en se présentant aux élections avec l'objectif d'y apporter des réformes électorales.

Clairement, ceci ne serait d'aucune efficacité dans un pays comme la Chine qui contrôle strictement l'internet et les activités de la population. L'espoir pour de tels régimes serait la croissance d'un mouvement populaire à l'intérieur de la population afin de forcer le régime à relâcher son contrôle.

Tel que mentionné dans le chapitre 1, les NNU, ou une ONU réformée, serait également un outil essentiel pour persuader ces pays à adhérer aux principes démocratiques. De tels changements prendraient inévitablement beaucoup de temps, mais ces pays exerceraient une puissante influence sur les autres nations pour les rejoindre.

Les personnes qui ont changé l'histoire, celles qui ont fait de stupéfiantes découvertes, qui ont permis des progrès et une valorisation humaine sont en majorité issues de la population civile, et non pas issues des rangs des dirigeants des corporations, des banquiers et des politiciens.

C'est un civil qui a découvert l'équivalence de la Masse-Énergie, un civil qui a peint la Chapelle Sixtine, un civil qui a risqué l'emprisonnement et même sa vie, allant à l'encontre du dogme de l'église catholique, et qui a prouvé que la terre tourne autour du soleil et non le contraire. C'est un civil qui a inventé le transistor et qui a découvert la pénicilline.

D'un autre côté, alors qu'elle est soutenue de manière accablante par les scientifiques du monde entier, certains politiciens et porte-parole de l'industrie de l'énergie nous disent que le réchauffement climatique - la plus grande menace pour le genre humain actuellement - est une théorie discutable. Pourquoi laissons-nous cette dernière catégorie de gens prendre des décisions aussi importantes sur nos vies et non la première? C'est à la fois complètement insensé et dangereux.

Même dans les sociétés relativement transparentes où les démocraties représentatives fonctionnent bien, nous devons bien comprendre qu'un seul politicien, qui a des intentions malhonnêtes, suffit à la détourner. Si celui-ci est élu et qu'il dispose de suffisamment de pouvoir et de fonds, il peut alors enclencher un processus insidieux par lequel les institutions démocratiques sont graduellement sapées. (NDLT : c'est ce qui se passe actuellement au Canada avec le gouvernement Conservateur de Stephen Harper). Le seul système sécuritaire est celui où le peuple conserve minimalement le droit de véto.

À ceux qui prétendent que nous devons faire confiance au système actuellement en place, que le changement est un processus graduel, que les choses ne peuvent que s'améliorer avec le temps, considérez bien ceci : s'il est vrai que certaines choses s'améliorent avec le

temps, ce sont surtout celles qui ne posent aucune menace à la domination de l'élite régissante qui a joué avec le système pour le transformer à son avantage.

Nous avons effectivement de meilleurs gadgets pour rester en contact avec nos amis et nos proches, de meilleurs médicaments qui nous aident à vivre plus longtemps (à condition d'être suffisamment chanceux ou assez riches pour se les procurer), mais dans plusieurs sociétés, même démocratiques, le vrai pouvoir sur les politiques qui affectent réellement ou inconsciemment nos vies, demeure dans les mains d'élus de systèmes défectueux et injustes. Des élus qui sont liés par ailleurs à des lobbyistes et des contributeurs corporatifs.

Au Royaume-Uni, le site E-Petition a été créé par le gouvernement afin d'établir un lien plus direct entre la population et le gouvernement. Toute pétition qui attire 100 000 signatures et plus peut être débattue à la Chambre des Communes. Cependant, le gouvernement n'a aucune obligation d'adopter une suggestion du public, de la voter ou même d'en discuter. Donc, toute perception de gain en démocratie provenant de cette initiative n'est qu'illusion. De tels projets peuvent être cités en exemple par les politiciens comme étant des évidences de leur ouverture démocratique, mais comme ils ne donnent aucun pouvoir au peuple, cela demeure une supercherie.

Cependant, tout n'est pas perdu. Plusieurs mouvements gagnent du terrain, notamment le mouvement Occupy Wall Street qui a eu un attrait global et instantané. (NDLT : on parle également du mouvement étudiant québécois qui a fait parler de lui dans 77 pays), et de la taxe « Robin Des Bois » en Europe : une taxe sur toutes les transactions qui impliquent des actions, des bonds et autres produits dérivés, qui serait ensuite investie dans l'aide aux démunis et dans les programmes sociaux en place.

Tout ceci est très bien, mais même les mouvements et les idées les plus nobles comme ceux-ci ne s'adressent pas à la racine des problèmes mondiaux. Les élites ne seront pas concernées outre mesure par le mouvement Occupy Wall Street puisqu'ils contrôlent la plupart des médias, les politiciens et par le fait même, la police et l'armée. La Taxe Robin Des Bois est une idée merveilleuse, une manière de forcer les institutions financières à retourner quelque chose à la société. Cependant, même dans le cas improbable où ceci deviendrait une loi, même si 61% des Européens soutiennent l'idée d'une taxe sur les transactions financières, cela ne changera rien au fait que les gens actuellement au pouvoir sont les derniers que nous voulons voir en charge de nos sociétés.

Mondialement, 1,2 trillion \$ sont dépensés chaque année pour la défense. De récents estimés pour mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde s'élèvent à 175 milliard \$, donc autour de 15% de ce montant annuellement. Cette risible comparaison à elle seule

devrait nous faire réaliser que la seule façon d'éradiquer les maux sociaux est que nous prenions les choses en mains.

Je me suis souvent demandé, alors qu'il n'y a personne parmi les milliers de gens que j'ai rencontrés dans ma vie qui soutiendrait la guerre ou la violence sous n'importe quelle forme, pourquoi le monde est-il si violent et si misérable dans autant d'endroits?

Il y a des millions de bénévoles et de travailleurs de bienfaisance qui ne sont pas motivés par l'argent, mais tout simplement par la gentillesse et la compassion. Dans la plupart des cas, ce n'est pas dans la nature humaine de rechercher le pouvoir. La majorité des gens veut vivre une belle vie et aider les autres quand il le faut. L'inéluctable conclusion est qu'en effet, des milliards de personnes ressentent la même chose, mais pas les quelques personnes qui régissent notre monde. Ce sont des gens motivés par la cupidité et les récompenses du pouvoir. Ce pouvoir doit leur être retiré avant qu'ils ne fassent plus de dommages. Les milliards de gens qui souhaitent vivre dans un mode sécuritaire, propre et libre doivent prendre les rênes. Il est temps pour le monde de grandir, d'aller de l'avant avec la prochaine étape de son évolution. Ceux qui sont démesurément préoccupés par les possessions matérielles et l'ambition doivent surmonter ces fixations futiles, immatures et primitives.

Jusqu'à ce que le peuple humain affirme son pouvoir, le spectre de la guerre, la pauvreté, l'inégalité, l'injustice et la misère en mènera large. Ça n'a absolument pas besoin d'être ainsi. Au lieu de voir la démocratie comme une échelle mobile nous permettant d'avancer en direction d'une société plus démocratique, nous devons commencer à la voir comme un absolu : ou bien une société est pleinement démocratique, ou bien elle ne l'est pas.

On peut commencer à se mettre en marche, mais il sera nécessaire de faire un acte de foi et reconnaître que nous sommes capables de créer une société juste et paisible à travers le monde en comptant simplement sur notre propre collaboration.

ANNEXE: Déclaration universelle des droits de l'Homme

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'Homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'Homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'Homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'Homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'Homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16

1. À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

Article 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible.
2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement et d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.
3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un État, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

FAITE UN DON Le livre est gratuit. Toutefois, l'auteur étant un citoyen faisant partie du 99,99998271%.
Votre contribution volontaire sera grandement appréciée si vous aimez mon travail ainsi que celui des
traducteurs qui se dévouent bénévolement.

Merci et bonne lecture!

